

348.417

J689

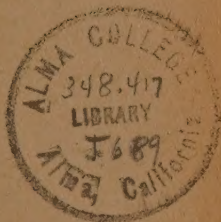
LE MARIAGE

E. JOMBART



LE MARIAGE

Rappel de quelques notions
canoniques et morales



PARIS-VI°

P. TÉQUI, LIBRAIRE-ÉDITEUR

82, RUE BONAPARTE, 82

—
1925

34034

NIL OBSTAT :
Enghien (Belgique), 28 mars 1925.
P. GENY.

IMPRIMATUR :
Parisiis, die 3a maii 1925.
V. DUPIN,
v. g.

AVANT-PROPOS

Cet opusculé, dont les lecteurs de l'Interdiocésainé ont eu la primeur à partir d'août 1924, n'a aucunement la prétention d'épuiser le vaste sujet du mariage chrétien, mais se propose seulement de mettre en relief ce qui s'y recontre, pour le clergé français d'aujourd'hui, de plus important et de plus pratique, de plus intéressant et surtout de plus actuel.

Nous suivrons généralement l'ordre du Code de droit canon, ce qui facilitera les recherches de nos lecteurs.

LE MARIAGE

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

Le Code ne juge pas nécessaire de définir le mariage, mais rappelle incidemment que le mariage (*in fieri*) est un contrat, en déclarant que le Christ a élevé le contrat matrimonial à la dignité de sacrement : pour les baptisés, il ne peut donc y avoir contrat sans sacrement ni sacrement sans contrat (c. 1012). C'en est fait de la vieille erreur théologique qui a tant aidé certaines prétentions gallicanes et a eu pour funeste aboutissement le mariage civil.

Puisque le Christ a confié les sacrements à son Eglise, pour qu'elle en gardât intacte la substance et en déterminât certaines modalités, « le mariage des baptisés est soumis non seulement au droit divin, mais au droit canonique, en conservant la compétence du pouvoir civil au sujet des effets purement civils du même mariage » (c. 1016).

Il n'y a donc pour les chrétiens qu'un vrai mariage, le mariage religieux. On devrait éliminer du langage courant de fâcheuses formules, telles que : « La bénédiction nuptiale sera donnée dans l'église

de... », comme si le mariage se contractait à la mairie et qu'on allât ensuite recevoir à l'église une sorte de complément facultatif, une simple bénédiction. L'expression « mariage civil » est, tout au moins pour les baptisés, vide de sens. Elle camoufle un concubinage légal, ou désigne une formalité. Admissible *après* le mariage religieux pour que l'Etat veille aux *effets purement civils* où il est compétent (1), cette formalité est vexatoire et injuste là où la loi l'impose avant le mariage religieux et dans l'intention de supplanter celui-ci. Aux catholiques de montrer qu'ils ne subissent cette exigence que pour éviter de plus grands maux, et sans se méprendre sur la vraie nature du mariage. Au reste, puisque cette formalité, indépendamment des intentions perverses du législateur de la Révolution, a un sens acceptable, les statuts diocésains interdisent généralement aux curés, sauf dans des cas exceptionnels, d'assister à un mariage religieux avant l'accomplissement des formalités civiles.

Le maire peut observer la loi, même s'il prévoit que les pseudo-époux n'iront pas ensuite à l'église, mais dans ce cas il faut qu'il n'approuve pas leur mauvaise intention, écarte le scandale et ait une raison grave de coopérer matériellement à cette union aussi illégitime que légale ; une raison plus

(1) Par exemple, l'Etat peut légiférer « sur la dot, la succession d'un des conjoints par rapport à l'autre, celle des enfants vis-à-vis de leurs parents et inversement... » (GASPARRI, *de Matrimonio*, 1892, I, n. 279).

Dans certains pays, en Espagne, en Angleterre, un fonctionnaire du gouvernement, préalablement averti, assiste au mariage religieux et en prend note en vue des effets civils. C'est un bon système.

grave serait nécessaire pour les témoins puisqu'ils sont libres de refuser leur concours (d'après GÉNICOT, II, n. 476). Il en faudrait une d'une extrême gravité pour permettre au maire d'assister au second mariage d'un divorcé, si toutefois la chose n'est pas toujours interdite comme intrinsèquement mauvaise : cette dernière opinion a plus de partisans, mais l'autre en compte plus d'un et paraît jouir d'une suffisante probabilité (*Ibid.*, n. 562). (Si le maire a un adjoint sans religion, il ne lui est sans doute pas défendu d'avoir la migraine ces jours-là.)

« *La fin primordiale du mariage est la procréation et l'éducation des enfants ; la fin secondaire est l'aide mutuelle et le remède à la concupiscence* » (c. 1013, §1). On entrevoit quelques corollaires . rien ne pourra jamais se faire contre la fin primordiale, mais le mariage ne sera pas interdit dans des cas spéciaux (stérilité, vieillesse...) où, à défaut de cette fin primordiale, la fin secondaire sera atteinte.

« *Les propriétés essentielles du mariage sont l'unité et l'indissolubilité, qui obtiennent dans le mariage chrétien une fermeté particulière à raison du sacrement* » (c. 1013, § 2). C'est la condamnation du divorce.

L'Eglise ne peut s'exposer à déclarer nulle une union qui serait valide devant Dieu. « Le mariage a la faveur du droit ; aussi, dans le doute, doit-on considérer le mariage comme *valide jusqu'à preuve du contraire*, sauf la prescription du c. 1127 (sur le privilège paulin) » (c. 1014). Par là s'expliquent la longue procédure des causes matrimoniales, le rôle important du défenseur du lien, et la nécessité

de deux sentences déclaratoires de nullité pour convoler à de nouvelles noces.

Après avoir rappelé quelques principes, conclusions de la théologie dogmatique, le Code nous donne *quelques définitions*. Le mariage valide dès baptisés se dit *ratum* (mot intraduisible) tant qu'il n'est pas consommé ; après la consommation (que fait présumer la cohabitation), *ratum et consummatum*. On appelle *légitime* le mariage validement célébré entre *non baptisés* et *putatif* le mariage invalide célébré *de bonne foi* au moins par l'une des parties, aussi longtemps que les deux parties ne sont pas certaines de sa nullité (c. 1015). Toutes les fois que ces expressions se rencontreront, il faut prendre chacune d'elles au sens exactement défini par ce c. 1015, à moins que le contexte n'exige un sens différent (voir au c. 1075).

Traduisons cette consigne du c. 1018 : « Que le curé n'omette pas d'instruire prudemment le peuple du sacrement de mariage et de ses empêchements. » Prudemment ; on évitera donc d'éveiller chez les enfants une curiosité trop précoce.

FIANÇAILLES

Depuis le décret *Ne temere*, une promesse de mariage n'est valide que si, faite *par écrit*, elle est *signée* par les parties et par le curé ou l'Ordinaire du lieu ou deux témoins. Mais l'on se demandait si une promesse autrement contractée, à défaut de valeur au for externe ecclésiastique, lierait *en conscience* son auteur. Le c. 1017, § 1, répond *négativement* : toute promesse de mariage dépourvue des formalités mentionnées *est nulle pour l'un et l'autre for*. Il est bon que le public le sache, que surtout la gent féminine ne fasse pas trop de fond sur les déclarations, protestations, ou même échanges d'anneaux : « autant en emporte le vent ». Fussent-elles sincères, de telles manifestations indiquent seulement l'intention de conclure ce mariage, mais n'y obligent aucunement, même devant Dieu. (Celui dont le dol aurait gravement nui serait tenu de réparer le tort commis, mais en vertu d'un principe très général de justice, non à cause d'un contrat de fiançailles purement fictif.)

Au contraire, la promesse de mariage écrite et dûment signée crée le *grave devoir de justice* de

contracter le mariage. Mais l'Eglise, désireuse sans doute de ne pas s'immiscer dans l'appréciation très délicate de circonstances complexes et de sentiments intimes, et de ne pas contraindre à des mariages tant soit peu forcés, au risque même de voir ses arrêts souvent méprisés, abandonne à la conscience d'un chacun l'exécution de sa promesse. Devant ses tribunaux, *on n'a plus* (c'est une innovation) *d'action pour réclamer la célébration du mariage*, mais seulement pour demander, s'il y a lieu, la réparation des dommages (c. 1017, § 3). Cette demande peut aussi être portée devant les tribunaux civils (1). Si, tandis que l'affaire est pendante, le fiancé infidèle veut contracter un autre mariage, le curé n'a pas à attendre l'issue du procès.

Comme nous croyons les fiançailles par écrit (les seules qui comptent) rares en France, il serait peu utile de nous étendre sur les différentes causes légitimes de rupture bilatérale (accord mutuel, empêchement indispensable, autre mariage...) ou unilatérale (faute grave de l'autre fiancé, changement notable...). On trouvera cela très longuement chez tous les auteurs, surtout chez les plus démodés.

Le mot *sponsi* (cela ressort des différents contextes et est admis par tous les commentateurs) est pris, même dans le Code, *au sens large*, désignant non seulement ceux qui se seraient strictement conformés aux indications du c. 1017, § 1, mais tous ceux qui ont l'intention de contracter un mariage déterminé, *les futurs*. S'il nous arrive d'employer

(1) A. A. S. (*Acta Apostolicae Sedis*), 1918, pp. 345-346. Quoique le Code civil français ignore les fiançailles, on obtiendrait peut-être une compensation pour le tort subi.

le mot « fiancé », ce sera dans la même acception large.

La formule française des publications : « Il y a promesse de mariage entre... » n'est, en général, pas à prendre plus strictement. L'expression adéquate serait : « Il y a intention ou projet de mariage... »

CHAPITRE PREMIER

Avant le Mariage

I. EXAMEN DES FUTURS

L'Eglise se propose un triple but : 1° obtenir la certitude morale de *l'absence de tout empêchement* ; 2° s'assurer que les futurs connaissent l'essentiel de la *doctrine catholique* ; 3° les *préparer à faire un saint mariage*.

« En danger de mort, si l'on ne peut avoir d'autres preuves, il suffit, à moins d'indices contraires, de l'affirmation sous serment des contractants qu'ils ont été baptisés et ne sont liés par aucun empêchement » (c. 1019, § 2).

Revenons aux circonstances normales.

Le curé doit d'abord *interroger* les futurs sur l'absence d'empêchement : « Qu'il demande au futur et à la future (*tum... tum...* insistance voulue), même séparément et prudemment, s'ils sont liés par quelque empêchement, s'ils consentent librement, la fiancée surtout... » (c. 1020, § 2). Il sera bon de parcourir devant eux les principaux

empêchements, en termes qu'ils puissent comprendre ; par exemple, pour la parenté, on demandera : « Etes-vous parents ? petits-cousins (cousins issus de germains) ? Etes-vous parents de plusieurs côtés ? Vos parents ou grands-parents ne s'étaient-ils pas déjà mariés entre parents ? N'y a-t-il pas eu de remariages dans votre famille (1) ? » Si la première réponse est nettement négative, les questions suivantes sont inutiles. Les futurs ont l'obligation grave de manifester les empêchements, sauf les empêchements occultes dont ils auraient déjà obtenu la dispense.

L'interrogation sur ces empêchements, occultes, plus ou moins infamants, doit évidemment se faire de manière plus discrète, en termes soigneusement pesés, *seorsim et caute*. Dans certains cas pathologiques, il y a lieu d'engager à un examen médical.

Ensuite le curé doit demander aux futurs « s'ils sont suffisamment instruits dans la doctrine chrétienne, à moins que cette dernière interrogation n'apparaisse inutile à cause de la qualité des personnes » (c. 1020, § 2). A notre époque d'ignorance religieuse, ne croyons pas trop facilement que la condition sociale, la situation de fortune ou même l'instruction profane confère toujours la science du salut (2). Profitons bien de cette occasion unique

(1) D'après FOURNERET, *Le mariage chrétien*, 1919, p. 121.

(2) Nous lisons sous la plume d'un éminent financier : « La multiplication du mark n'a pas été, comme aux noces de Cana, celle du pain et du vin » (*Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1921, p. 584). Un illustre académicien, d'ailleurs mort chrétiennement, écrivait « profession de foi » pour « profession religieuse » à propos du sermon de Bossuet sur Mlle de La Vallière. Un journaliste parisien nous apprenait, il y a trois ans, que Tchitchérine avait baisé « l'anneau pas-

de voir, avant leur mariage, des gens qui fréquentent très peu les prêtres et les églises, pour leur rappeler l'essentiel du dogme et de la morale, et les quatre fins dernières. Si pourtant les futurs refusent de se laisser instruire, le curé ne peut pour cela les exclure du mariage (3).

II. ENQUÊTE

On ne peut toujours se fier aux affirmations des futurs. Parfois d'autres mesures s'imposent. Le curé doit « en temps opportun *rechercher diligemment* si quelque obstacle s'oppose au mariage » (c. 1020, § 1). C'est à l'Ordinaire de donner des règles plus précises sur la matière de mener cette enquête (c. 1020, § 3).

A moins que les futurs n'aient été baptisés sur son territoire (alors, qu'il consulte ses registres), le curé doit *exiger leurs actes de baptême* (c. 1021, § 1), précaution bien nécessaire dans certaines régions de France où les non baptisés sont nombreux.

Lorsqu'on doit demander ou envoyer au loin des certificats d'état libre, qu'on le fasse par l'intermédiaire des curies diocésaines (4). Il est douteux que

cal » de l'archevêque de Gènes. J'en passe, et des meilleurs. On ferait un almanach très amusant (ou très attristant) de bévues de ce genre ou plus fâcheuses.

(3) A. A. S., 1918, p. 345.

(4) A. A. S., 1921, p. 348. Cf. *Periodica de re canonica et moralis*, 1922, p. 352.

la prescription vise d'autres cas que ceux d'ouvriers émigrés d'Europe. En dehors de là, qu'on prenne toutes les mesures de prudence indiquées par les circonstances ou déterminées par les instructions de l'évêché.

III. LES BANS

Pour découvrir plus sûrement les empêchements, le *propre curé* des futurs doit *publier* leur projet de mariage trois fois à la suite, les dimanches et fêtes de précepte, pendant la messe solennelle ou à d'autres offices qui seraient très fréquentés (c. 1034).

Parfois, le « propre curé » est multiple. Si le fiancé a son domicile dans une paroisse, un quasi-domicile dans une autre, et la fiancée de même dans une troisième et une quatrième paroisse, il faut publier les bans *dans les quatre paroisses*, et le curé chargé de bénir le mariage doit attendre les attestations de ses trois confrères (c. 1029).

A moins de raison spéciale, le mariage ne se célèbre que trois jours après la dernière publication (c. 1030, § 1).

Pour montrer combien lui déplaisent les mariages mixtes et bannir toute apparence d'indifférentisme religieux, l'Eglise interdit en principe les bans avant les mariages à contracter avec dispense de l'empêchement de disparité de culte ou de religion mixte ; si l'Ordinaire juge à propos de les permettre, on ne mentionnera pas la religion de la partie non catholique.

Avant les mariages entre catholiques, le curé *pécherait en omettant les publications*, véniellement s'il en omettait une ou, semble-t-il, deux ; gravement, s'il les omettait toutes, même dans la certitude de l'absence d'empêchement. C'est une application du c. 21 : « Les lois portées pour prévenir un péril général obligent, même si dans un cas particulier le péril est absent. »

La suppression des publications s'imposera pourtant dans les cas exceptionnels où elles seraient gravement nuisibles et où le temps ne permettrait pas de recourir à l'Ordinaire : danger de mort, scandale ou infamie si le mariage est tant soit peu retardé, etc..

Les fidèles ont le devoir, *sub gravi*, de révéler à temps les empêchements qu'ils connaîtraient : le c. 1027 ne fait qu'urger une *obligation naturelle* de religion et de charité. Cette obligation cesse si l'on a la crainte fondée d'attirer sur soi ou sur d'autres innocents des désagréments très sérieux ou de causer un gros scandale, si l'on sait que la dispense de l'empêchement est déjà obtenue, enfin s'il s'agit de connaissances acquises uniquement sous le secret professionnel. Dans de tels cas, on doit, si on le peut assez facilement, écarter le mal autrement, en obtenant la dispense, en avertissant ses clients.

Ce qui est plus neuf en matière de publications, ce sont les grands pouvoirs que le Code accorde à l'Ordinaire. A lui de décider s'il faut proclamer les mariages dans les paroisses où les fiancés ont vécu plus de six mois après la puberté, ou moins longtemps dans les cas suspects (c. 1023); à lui de dispenser des publications, pour une cause légitime,

même de celles à faire dans un autre diocèse (c. 1028); à lui de juger si, le mariage n'ayant pas été contracté dans les six mois, on doit recommencer les bans (c. 1030, § 2); à lui enfin le droit de *substituer* pour son territoire aux publications l'*affichage* public, aux portes de l'église paroissiale ou d'une autre église, des noms des contractants pendant un espace d'au moins *huit jours*, mais en y comprenant deux jours de fête de précepte » (c. 1025).

Si l'institution des bans naquit en France avant d'être imposée à la chrétienté par le Concile de Latran de 1215, la comparaison de quelques dates suggère que l'affichage des noms est aussi d'origine française. Les articles 63 et 64 du Code civil, modifiés le 21 juin 1907, portent : « Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil fera une publication par voie d'affiche apposée à la porte de la maison commune..., pendant dix jours, lesquels devront comprendre deux dimanches... » Le 28 mars 1908, l'archevêque de Paris obtenait de Rome l'autorisation de substituer dans son diocèse l'affichage aux proclamations verbales (5), faculté que le c. 1025 accorde à tous les Ordinaires des lieux.

Si le curé a un doute (sérieux) sur l'existence de quelque empêchement, qu'il mène plus activement son enquête et interroge sous serment des témoins dignes de foi, et, s'il le faut, même les parties ; si le doute subsiste, qu'il consulte l'Ordinaire. S'il y a un empêchement certain et public, ne commencer

(5) *Acta Sanctae Sedis*, 1908, p. 246.

les publications qu'après en avoir obtenu la dispense ; si elles sont commencées, en référer à l'Ordinaire (résumé du c. 1031, qu'on fera bien de lire en entier).

« A moins de nécessité, que le curé n'assiste jamais au mariage des *vagi* (gens sans feu ni lieu, n'ayant nulle part de domicile ni de quasi-domicile) sans la permission de l'Ordinaire du lieu ou du prêtre par lui délégué » (c. 1038).

IV. PRÉPARATION A UN SAINT MARIAGE

L'Eglise qui, au xvi^e siècle, refusait aux plus vives instances du roi très chrétien de faire de *l'opposition des parents* un empêchement dirimant, n'y voit même pas, à proprement parler, un empêchement prohibant. *En fait de mariage, les enfants ne sont pas tenus d'obéir à leurs parents* (6), en dehors des cas assez rares où ceux-ci ne feraient qu'urger une prescription de la loi naturelle ; mais ils doivent généralement *leur demander conseil*, par respect pour eux et dans leur propre intérêt et celui de leur famille. Les parents s'opposent légitimement à un mariage qu'ils jugeraient très nuisible à leur enfant ; si le mal redouté est moins grave, ils peuvent du moins demander un délai. Tout en favorisant la liberté des mariages, l'Eglise veut mettre la jeunesse à l'abri des caprices sans lendemain. D'où le c. 1034 : « Que

(6) *Summa Theol.*, Q. 104, art. 5. *Supplem.*, Q. 47, art. 6.

le curé exhorte gravement les enfants *mineurs* à ne pas se marier à l'insu de leurs parents ou malgré leur opposition raisonnable ; si les mineurs ne l'écoutent pas, qu'il n'assiste pas à leur mariage avant d'avoir consulté l'Ordinaire du lieu. »

Les *entrevues préparatoires* au mariage seront utilisées par les zélés pasteurs. « Que le curé n'omette pas, selon la condition des personnes, de leur enseigner la sainteté du sacrement de mariage, les obligations mutuelles des époux et les devoirs des parents envers leurs enfants.., » (c. 1033). C'est une occasion très précieuse, surtout dans le tête-à-tête avec le futur époux, d'inspirer l'horreur des pratiques néo-malthusiennes, en parlant avec netteté, en sortant courageusement d'un silence qui a duré trop longtemps et tant nui à notre pays. Pour graver le souvenir de l'entretien, certains prêtres font cadeau de quelques pages imprimées, discrètes mais nettes (7), ou même du *Petit Catéchisme du Mariage* (8).

Achevons le c. 1033 : « Que le curé *exhorte vivement* les futurs à *confesser* diligemment leurs péchés et à recevoir pieusement la sainte *communion* avant la célébration du mariage. » Il exhortera aussi ceux qui ne seraient pas *confirmés* à recevoir ce sacrement (c. 1021, § 2).

Peut-on *exiger* la confession avant le mariage ? De la part d'un pécheur public, oui ; s'il refuse, le curé n'assistera au mariage que pour une cause grave et urgente, et en consultant, s'il se peut, l'Ordinaire (c. 1066).

(7) Par ex. dans les *Dossiers de l'Action Populaire* d'octobre 1921.

(8) Édité à la Bonne Presse.

Dans les autres cas, non. Cela ressort de la jurisprudence romaine antérieure, de l'accord des meilleurs commentateurs, et du texte même du Code. Où le c. 1033 dit « exhorter », l'on ne peut traduire « exiger ». Déclarer, par exemple, dans des statuts diocésains, que nul ne se mariera avant de s'être confessé, ce serait équivalement ajouter aux empêchements de mariage, ce qui dépasse les pouvoirs actuels des évêques (cf. c. 1038, § 2). Quand des règlements de ce genre continuent à réclamer un billet de confession avant le mariage, cela doit s'entendre d'une pressante invitation, non d'une stricte obligation, et si les futurs s'y refusent obstinément, il faudra pourtant procéder au mariage. Si l'autorité épiscopale maintient le billet de confession, c'est sûrement qu'elle juge, dans sa sagesse et son expérience, que les avantages de cette pratique l'emportent sur ses inconvénients manifestes. Le billet de confession risque d'être une pure formalité quand il est rédigé en termes peu compromettants : « Je certifie que M. X. s'est présenté à mon confessionnal » ; sinon il peut gêner le prêtre, placé entre une attitude peu sincère ou un refus peu discret, et être pour le prétendu pénitent l'occasion d'un simulacre de confession, d'un sacrilège. Mais souvent aussi, si le confesseur vraiment zélé prend la chose à cœur, inspire au pécheur la honte de son état et la crainte des jugements de Dieu, l'interroge carrément et lui parle en médecin ferme et charitable, il obtiendra de lui une bonne confession.

A ce propos, n'oublions pas qu'il suffit au pécheur, pour bien recevoir le sacrement de mariage, de recouvrer l'état de grâce par la contrition parfaite.

CHAPITRE II

Les empêchements en général

Les empêchements simplement empêchants, ou prohibants, rendent le mariage gravement illicite ; les empêchements dirimants le rendent, de plus, invalide (c. 1036). On pourra, dans le premier cas, user du mariage contracté, non dans le second, où se rencontre, au moins objectivement, un concubinage déguisé.

Tout empêchement est : de droit divin ou de droit ecclésiastique (ou de droit civil pour les non baptisés), perpétuel ou temporaire (l'âge...), absolu ou relatif (n'existant qu'entre certaines personnes, comme la parenté), majeur ou mineur (cf. c. 1042 et 1054, voir plus loin), certain ou douteux (d'un doute de droit ou de fait), public ou occulte.

« Est censé *public* l'empêchement *qu'on peut prouver au for externe* ; sinon, il est *occulte* » (c. 1037). Outre cette *publicité de fait*, le Code continue à distinguer les empêchements publics et occultes *par nature* (c. 1971, § 1, 2°). Ces derniers sont la parenté illégitime, le crime, l'impuissance, le vœu privé (1).

(1) D'après DE SMET, *De sponsalibus et matrimonio*, 1920, t. II, n. 465.

L'ignorance d'un empêchement dirimant n'en préserve pas (cf. c. 16). Mais gardons-nous bien de confondre l'ignorance (subjective) avec le doute (positif) où l'on a pesé les motifs pour et contre. Si l'empêchement douteux est de droit naturel, il n'est généralement pas permis de contracter le mariage (2); s'il est d'institution purement ecclésiastique, on peut se marier avec un doute portant sur le droit (la loi même est obscure ou son application délicate, les commentateurs diffèrent d'avis), et obtenir la dispense de l'Ordinaire quand le doute porte sur le fait (cf. c. 15; Jean et Berthe ont entendu dire qu'ils sont parents au troisième degré, mais un incendie a détruit les registres...). En ce sens restreint vaut le dicton : « Empêchement douteux, empêchement nul. »

« § 1. Il n'appartient qu'à la suprême autorité ecclésiastique (Pape ou Concile oecuménique) de déclarer authentiquement quand le droit divin interdit ou rend invalide le mariage.

« § 2. La même suprême autorité a seule le droit d'établir pour les baptisés d'autres empêchements, prohibants ou dirimants, par une loi universelle ou particulière (c. 1038). »

En vue du bien commun, l'Etat peut établir des empêchements, même dirimants, pour les infidèles; c'est l'enseignement presque unanime des canonistes et des théologiens, conforme à la jurisprudence constante des Congrégations romaines : un assez grand nombre de Français, pour n'avoir pas voulu se soumettre à l'Eglise, sont soumis aux

(2) Au sujet de l'impuissance douteuse, voir plus loin, au c. 1063.

articles 144 et suivants et 348 du Code civil sur les empêchements de mariage. (Sans y être soumis en principe, les chrétiens en tiennent généralement compte en pratique pour éviter les conflits sans issue.)

A défaut de loi, « *les Ordinaires des lieux peuvent interdire* à tous ceux qui séjournent actuellement sur leur territoire et à leurs diocésains même en dehors du territoire le mariage *dans un cas particulier*, mais seulement provisoirement pour une juste cause et aussi longtemps qu'elle dure. Seul le Siège Apostolique peut ajouter à la défense une clause de nullité » (c. 1039).

Le curé ne peut jamais interdire un mariage auquel ne s'oppose aucun empêchement proprement dit, mais il doit en différer la célébration, ou plutôt en référer à l'Ordinaire, dans les cas indiqués par le Code (cc. 1031 : doute de fait ; 1032 : *vagi* ; 1034 : mineurs ; 1065 : francs-maçons.. ; 1066 : pécheurs publics).

Dispense des empêchements

1^o QUI L'ACCORDE ?

Le *Saint-Siège* pour tous les empêchements de droit ecclésiastique. On s'adresse au Saint-Office pour la religion mixte ou la disparité de culte ; à la S. Pénitencerie pour le seul for interne, donc

pour les empêchements occultes (3) ; à la S. Congrégation des Sacrements dans tous les autres cas.

Les Ordinaires diocésains peuvent dispenser dans les doutes de fait (et la dispense restera valable si l'empêchement est ensuite reconnu certain), dans le péril de mort et le cas perplexe, aux termes des canons 1043 et 1045.

C. 1043 : « Dans un urgent *danger de mort*, les Ordinaires des lieux, pour pourvoir à la conscience et (4), s'il y a lieu, à la légitimation des enfants, peuvent dispenser, et de la forme à garder dans la célébration du mariage (5), et de tous et de chacun des empêchement de droit ecclésiastique, soit publics soit occultes, même multiples, sauf des empêchements provenant de l'ordre sacré de la prêtrise et de l'affinité en ligne directe après la consommation du mariage, leurs propres diocésains séjournant n'importe où, et quiconque se trouve actuellement sur leur territoire, en écartant le scandale, et après avoir obtenu les garanties habituelles si la dispense s'accorde au sujet de la disparité de culte ou de la religion mixte. »

C. 1045 : « § 1. Les Ordinaires des lieux, sous les

(3) La S. Pénitencerie entend « occulte » un peu plus largement que le c. 1037. Elle considère comme occulte ce qui n'est connu que de quelques personnes discrètes.

(4) D'après tous les commentateurs le « et » s'entend ici disjonctivement. Une des deux causes suffit : ou mettre en règle la conscience des prétendus époux, ou légitimer la progéniture.

(5) On pourra donc dispenser de la présence du curé (ou du prêtre délégué), ou de la présence des deux témoins, ou même à la rigueur, de l'une et de l'autre. Evidemment, l'intention de l'Eglise est qu'on n'accorde cette dispense que dans la mesure nécessaire, qu'il y ait, autant que possible, des témoins et même un prêtre (cf. c. 1098) pour que le mariage puisse être dit contracté *in facie Ecclesiae* et inscrit (cf. c. 1103).

clauses mentionnées à la fin du c. 1043, peuvent accorder la dispense de tous les empêchements suivant ce que permet le c. 1043, *chaque fois qu'on découvre l'empêchement quand tout est déjà prêt* pour les noces (6) et que le mariage ne peut, sans un danger probable de mal grave, être différé jusqu'à ce que la dispense soit obtenue du Saint-Siège. »

§ 2. « Cette faculté vaut aussi *pour la revalidation* d'un mariage déjà contracté, s'il y a le même péril dans le retard et qu'on n'ait pas le temps de recourir au Saint-Siège. »

Les évêques obtiennent généralement des pouvoirs supplémentaires par délégation des S. Congrégations Romaines, du moins pour dispenser des empêchements mineurs : lorsqu'ils font usage de facultés ainsi déléguées, ils doivent (sans que ce soit une condition de validité) mentionner l'indult pontifical (c. 1057). Il est *permis de cumuler* dans un seul cas tous les pouvoirs obtenus (c. 1049).

Les curés et même d'autres prêtres ont des pouvoirs très étendus pour le danger de mort ou le cas perplexe.

Danger de mort : « Dans les circonstances prévues par le c. 1043 et *seulement pour les cas où l'on ne peut même pas s'adresser à l'Ordinaire du lieu* (7), le même pouvoir de dispenser est accordé au curé, au prêtre (non délégué, mais rencontré

(6) Cela se vérifie même quand l'empêchement, « quoique connu auparavant, est porté alors seulement à la connaissance du curé ou de l'Ordinaire ». A. A. S., 1921, p. 178. « Quand tout est prêt, etc. », peut s'entendre moralement.

(7) « ...On est censé ne pas pouvoir s'adresser à l'Ordinaire si l'on ne peut recourir à lui que par télégraphe ou téléphone ». A. A. S., 1922, p. 663.

par hasard) qui assiste au mariage conformément au c. 1098, n° 2, enfin au confesseur, mais à celui-ci seulement pour le for interne dans l'acte de la confession sacramentelle » (8) (c. 1044).

Cas perplexe : «... les mêmes pouvoirs sont accordés à tous ceux dont parle le c. 1044, mais seulement pour les cas occultes (9) dans lesquels on ne peut même pas s'adresser à l'Ordinaire du lieu, du moins sans risquer de violer un secret (10) (c. 1045, § 3).

L'Eglise veut, autant que possible, que le for externe concorde avec le for interne : d'où, semble-t-il, l'obligation pour le curé ou le prêtre qui a assisté au mariage et, conformément au c. 1045, § 3, donné une dispense pour le for interne (puisque le cas était occulte) mais non sacramentel, de faire garder dans les archives secrètes de la curie diocésaine l'attestation de la dispense, comme c'est ordonné pour les rescrits de la Pénitencerie : ainsi une autre dispense ne serait pas nécessaire si par la suite l'empêchement devenait public (cf. c. 1047).

Aucune attestation ne peut se produire quand la dispense n'a été accordée qu'au for sacramentel.

(8) De la dispense donnée au for externe il faut avertir aussitôt l'Ordinaire (c. 1046). Avec l'assentiment du pénitent, rien n'empêche le confesseur de revêtir une autre formalité, de devenir le prêtre assistant au mariage : ainsi il avertira l'Ordinaire de la dispense accordée et du mariage contracté (c. 1046); c'est bien préférable quand la discrétion le permet. En règle générale, il faudra aussi avertir le curé en vue des inscriptions du mariage (c. 1103).

(9) Il suffit qu'ils soient occultes de fait, même s'ils étaient publics de leur nature. *Nouvelle Revue Théologique*, 1920, p. 261.

(10) Tout secret légitime, pas seulement le secret de la confession : autrement le Code aurait écrit *sigilli* et non *secreti*.

Un curé ou un confesseur pourra rencontrer des occasions de *revalider* très simplement certains mariages.

2° CAUSES.

A moins d'être accordée par le Souverain Pontife, une dispense sans « juste cause » est invalide.

En dehors des causes dites « canoniques », partout cataloguées (peu d'importance de la localité, âge relativement avancé, absence de dot, procès, pauvreté, bien de la paix, familiarité suspecte, scandale à écarter, union à régulariser, crainte d'un mariage civil, etc.), le Saint-Siège admet d'autres causes « raisonnables ».

Pour que la dispense soit valide, il faut et il suffit qu'au moins une des causes qui l'ont motivée (et qui aurait suffi) soit vraie au moment où la dispense est accordée, si elle l'est en forme gracieuse, au moment où elle est fulminée, si elle requerrait un exécuteur.

Exemple : Jeanne, pour épouser son cousin germain, a fait valoir comme unique cause sa pauvreté. Avant que l'Evêché n'ait fulminé la dispense qu'il était chargé d'exécuter, Jeanne fait un grand héritage. Tant pis ! La dispense ne vaut plus. Au contraire, si l'oncle d'Amérique n'est mort qu'après la fulmination de la dispense, la cause s'est vérifiée à l'instant voulu, et rien n'empêche le mariage.

Mais le principe énoncé ne concerne pas les empêchements mineurs : parenté collatérale au troisième degré, affinité collatérale au second degré, honnêteté publique au second degré, parenté spirituelle, crime sans conjugicide (c. 1042). « La dis-

pense d'un empêchement mineur n'est invalidée par aucun défaut d'obreption (fausseté) ou de subreption (réticence), même si la seule cause finale exposée dans la demande est fausse » (c. 1054).

L'intention de l'Eglise n'est certainement pas d'encourager le mensonge. Mais, attachant moins d'importance à ces empêchements secondaires, elle en accorde facilement la dispense à ceux qui font acte de soumission en la lui demandant.

3° MANIÈRE DE DEMANDER LA DISPENSE.

Quoiqu'il soit toujours loisible à tout chrétien de s'adresser directement au Saint-Siège, le prêtre, en dehors des cas où le secret à garder lui ferait un devoir d'écrire à la Pénitencerie pour Titius et Caia, aura grandement raison d'adresser à l'Ordinaire la demande de dispense pour que celui-ci l'accorde, s'il le peut, et, dans le cas contraire, transmette la supplique à Rome, et, au besoin, la complète ou l'appuie.

En dehors des cas où le latin serait un voile opportun, rien n'interdit d'employer notre belle langue française, qui reste, après le latin et l'italien, une des langues officielles de la Curie romaine.

Il faut indiquer : le nom et le prénom des intéressés (« des orateurs ») en toutes lettres (11), leur

(11) Mais une erreur sur le nom ne vicie pas le rescrit s'il n'y a, au jugement de l'Ordinaire, aucun doute sur la personne (c. 47).

Pour le for interne, on se sert de noms fictifs, *Caius, Titia*, etc.

diocèse, tous les empêchements, même prohibants, l'espèce même infime de chacun, la ligne et le degré (12), les circonstances (mariage à contracter ou contracté, consommé ou non, bonne ou mauvaise foi...). Si un indult permet de dispenser de certains des empêchements réunis dans un cas, non de tous, on doit *pour tous* s'adresser au Saint-Siège (c. 1050). Si un empêchement occulte (souvent infamant (se rencontre avec un empêchement public, on pourra demander à l'Ordinaire dispense de ce dernier sans faire allusion à l'autre, et, en même temps, écrire à la Pénitencerie pour l'empêchement occulte de Caius et de Titia, en avertissant que la dispense est demandée au for externe pour l'empêchement public concomitant.

4° FRAIS.

« Excepté une modique rétribution à titre de dépenses de chancellerie dans les dispenses pour les non-pauvres, les Ordinaires des lieux ou leurs employés ne peuvent, toute coutume contraire étant réprouvée, exiger aucun émolument à l'occasion

(12) La dispense accordée pour un degré plus rapproché de parenté ou d'affinité vaut pour un degré plus éloigné, mais l'inverse n'est pas vrai. La dispense vaut si l'on a « passé sous silence un autre empêchement de la même espèce (de parenté ou d'affinité) dans un degré égal ou inférieur » (c. 1052).

Il ne semble plus nécessaire, du moins pour la validité de la dispense, quand les degrés sont inégaux, d'indiquer les deux, par ex. : troisième-second, mais le plus éloigné suffit : troisième (c. 96, § 3).

d'une dispense accordée, à moins que cette faculté ne leur ait été expressément attribuée par le Saint-Siège; et, s'ils en exigent, ils sont tenus à restitution » (c. 1056).

Des diocèses de France ont des indults de ce genre (13).

Mais quand la dispense est obtenue de Rome? A la Pénitencerie et à la Propagande, gratuité absolue (il est honnête d'envoyer au moins l'équivalent d'un timbre). Ailleurs, distinguons. Aux « pauvres » (14) on ne demande rien ou presque rien; aux « quasi-pauvres » les frais de poste, la *taxe de Chancellerie* et la rétribution de l'agent à Rome (en tout, environ une vingtaine ou une trentaine de lires); aux autres, en plus, une « componende » ou composition, sorte d'impôt sur le revenu, et parfois aussi, comme par pénitence, une *aumône*.

De même que les frais judiciaires n'empêchent pas l'administration de la justice d'être gratuite en France, ces dépenses, qui ne paient pas la dispense même, ne sont pas contraires à la gratuité prescrite par le Concile de Trente (15). D'ailleurs, comme ce même Concile souhaitait ces dispenses aussi rares que possible et que leur nombre a toujours augmenté, on comprend que l'Eglise, loin d'encourager les demandes de ce genre, cherche à

(13) Tarif reproduit dans GASPARRI, *De Matrimonio*, n° 421.

(14) Seraient maintenant considérés comme pauvres ceux qui n'auraient même pas 1.500 francs de capital, quasi-pauvres ceux qui n'en auraient pas 2.500. L'Ordinaire ou son délégué doit attester, le cas échéant, la pauvreté, ou quasi-pauvreté. S'il y a erreur, la dispense est valide, mais les « orateurs » sont tenus à restituer. Certains diocèses ont un arrangement pécuniaire avec la Curie romaine.

(D'après DESMET *De spons., et matrim.*, n. 858.)

(15) Sess. XXIV, de ref. matrim., cap. 5.

les raréfier par des frais proportionnés à la fortune d'un chacun.

5° EXÉCUTION DES DISPENSES.

Certaines dispenses (généralement celles venant de l'Ordinaire) sont accordées *en forme gracieuse* : elles sont efficaces dès l'instant de la concession.

D'autres, (en général, celles qui viennent du Saint-Siège) ne sont données qu'*en forme exécutoire* : l'empêchement ne sera levé qu'au moment où l'exécuteur « fulminera » la dispense.

Tout exécuteur doit tenir compte des cc. 36 à 63 sur les rescrits.

Pour le for externe, l'exécuteur est l'Ordinaire qui a donné les lettres testimoniales ou transmis la supplique au Siège Apostolique, même si les futurs ont changé de diocèse dans l'intervalle, mais il doit avertir l'Ordinaire du diocèse dans lequel le mariage aura lieu (c. 1055).

Pour le for interne, la Pénitencerie adresse le rescrit « Discreto viro confessorio ex approbatis ab Ordinario », ce qui veut dire : Ce rescrit peut être exécuté par n'importe quel confesseur approuvé dans le diocèse. L'exécution doit se faire en confession, mais vaut même si le pénitent ne reçoit pas l'absolution. Le confesseur demande au pénitent si ce qu'on a dit dans la supplique est vrai actuellement. Quand il doit lui imposer une « grave et longue pénitence », non autrement précisée, ce

pourra être, par exemple, chaque semaine pendant trois mois, la réception des sacrements, ou l'assistance à la messe, ou la récitation du chapelet. Dans les trois jours après l'exécution, le confesseur doit détruire la lettre de la Pénitencerie ; s'il en prend copie, qu'il la garde en lieu sûr.

La dispense accordée à l'un des deux futurs vaut pour les deux. Mais si tous deux ont été coupables, tous deux, pour agir licitement, doivent se confesser, au même confesseur ou non, et recevoir une salutaire pénitence.

Au for externe, la dispense est normalement fulminée par écrit. *Au for interne*, on la donne de vive voix, avant ou après l'absolution. Pas de formule sacramentelle ; il suffit de s'exprimer clairement. On dira par exemple : « En vertu de pouvoirs que j'ai obtenus du Saint-Siège, je vous dispense de tel empêchement pour que vous puissiez contracter le mariage désiré. »

CHAPITRE III

Empêchements prohibants.

1° VŒUX SIMPLES.

« § 1. Empêchent le mariage les vœux simples de virginité, de chasteté parfaite, de ne pas se marier, de recevoir les ordres sacrés et d'embrasser l'état religieux.

§ 2. Aucun vœu simple n'invalide le mariage, à moins d'une prescription spéciale du Siège Apostolique (1) » (c. 1058).

Celui qui s'est marié malgré un de ces vœux doit l'observer autant que le permet l'état du mariage. Impossible d'observer le vœu de ne pas se marier : il est trop tard. Le vœu de virginité, tant qu'elle n'est pas perdue, ne permet que de rendre le devoir conjugal ; lorsqu'elle est perdue, on n'est plus tenu à rien. Au contraire, le vœu de chasteté parfaite garde son emprise : pendant sa durée, il sera uniquement permis de rendre le devoir conjugal, dette de justice. Les cc. 542, 1° et 987, 2° mettent à

11 Ainsi dans la Compagnie de Jésus.

l'abri de toute obligation, pendant le mariage, l'époux qui aurait fait le vœu d'entrer en religion ou dans les ordres. Après la mort de son conjoint, l'obligation suspendue le ressaisira, à moins d'impossibilité morale (2).

2° ADOPTION.

Ici, l'Eglise consent à calquer la loi civile. La parenté légale résultant de l'adoption est empêchement prohibant ou dirimant en droit canonique selon qu'elle est empêchement prohibant ou dirimant *dans le droit civil du pays* (cc. 1059 et 1080). En France, désaccord des commentateurs du Code civil, donc doute de droit : l'empêchement doit être tenu pour simplement prohibant (c. 15).

3° RELIGION MIXTE.

Il s'agit de *deux baptisés*, l'un catholique, l'autre adhérent à une secte hérétique ou schismatique. L'Eglise a horreur de telles unions qui mettent en danger la foi du conjoint catholique et mènent fort souvent les enfants à l'indifférence religieuse (3).

(2) Voir *Nouvelle Revue théologique*, 1922, pp. 211-217.

(3) Aussi les protestants français se plaignent-ils des mariages mixtes, qu'ils accusent l'Eglise, bien à tort, d'encourager en cachette. *Nouvelles Religieuses*, 1922, p. 280.

Aussi les pasteurs des âmes doivent-ils tout faire pour en détourner les fidèles, et, si leurs efforts échouent, exiger les garanties et veiller à leur exécution (c. 1064).

L'Eglise ne dispense de la religion mixte qu'à ces trois conditions : 1° causes graves ; 2° promesses (ou *garanties*, « cautiones »), régulièrement par écrit, du conjoint non catholique d'écarter de l'autre le péril de perversion, et des deux conjoints de faire baptiser et élever *tous* leurs enfants dans la religion catholique ; 3° certitude morale que les promesses seront tenues (c. 1061).

De plus (sans que la promesse en soit, comme précédemment, exigée), « le conjoint catholique doit s'efforcer prudemment de convertir l'autre conjoint » (c. 1062). Enfin, il est absolument interdit de se marier devant le ministre de l'erreur (et le curé, informé de l'infraction, devrait refuser son ministère, ou, en cas de raison très grave, recourir à l'Ordinaire), à moins qu'il ne s'agisse du mariage civil si ce personnage est maire ou adjoint (c. 1063).

CHAPITRE IV

Les empêchements dirimants

Ce chapitre ne traite que des empêchements proprement dits, ceux qui, à raison de circonstances individuelles, rendent certaines personnes inhabiles au mariage. Pour l'accorder avec les anciennes morales, il faudrait le compléter par les chapitres V et VI, où, à propos des vices du consentement et de la forme de la célébration du mariage, on trouve ce que l'on appelait les empêchements d'erreur, de crainte, de condition servile, de clandestinité, etc.

L'ordre des empêchements dans notre chapitre IV se prête à un groupement plus rationnel que celui des vieux vers mnémotechniques.

DÉFAUT PHYSIQUE	{	<i>âge</i> , 1067.	
		<i>impuissance</i> , 1068.	
ABSENCE DE BAPTÊME	:	<i>disparité de culte</i> , 1070, 1071.	/
LIEN MORAL	{	<i>lien du mariage</i> , 1069.	} cause religieuse.
LIBREMENT CONTRACTÉ	{	<i>ordre sacré</i> , 1072.	
		<i>vœu solennel</i> , 1073.	
DÉLIT	{	<i>rapt</i> , 1074.	
		<i>crime</i> , 1075.	
UNION ANTÉRIEURE DES PERSONNES	{	<i>physique : parenté</i> , 1076.	
		<i>morale : affinité</i> , 1077.	
		<i>honnêteté publique</i> , 1078.	
		<i>spirituelle</i> , 1079.	
		<i>légale</i> , 1080.	

1° DÉFAUT PHYSIQUE

a) *L'âge*. — « L'homme ne peut se marier valablement avant seize ans accomplis, la femme avant quatorze ans accomplis » (c. 1067, § 1).

Ainsi la puberté légale (14 et 12 ans), conservée par le c. 88, § 2, ne suffit plus pour le mariage. En conséquence, même si « la malice suppléait à l'âge », c'est-à-dire même si la puberté réelle précédait la puberté légale, on contracterait invalide-ment en devançant l'âge minimum fixé par l'Eglise d'une manière universelle.

L'enfant né le 1^{er} janvier 1910 n'aura seize ans accomplis que le 2 janvier 1926 (c. 34 § 3, 3°).

Mais le Code recommande « de détourner les jeunes gens de se marier avant l'âge où l'on se marie d'ordinaire suivant les usages du pays » (c. 1067, § 2), non seulement pour éviter les conflits avec la loi civile (qui requiert en France 18 et 15 ans), mais parce que les mariages précoces nuisent beaucoup à la santé des époux et de leur postérité et, dans la triste mentalité actuelle, seraient facilement une occasion d'inconstance, de divorce, etc.

b) *L'impuissance*. — « § 1. L'impuissance *antécédente* (au mariage) et *perpétuelle* de l'homme ou de la femme, connue de l'autre ou non, absolue ou relative, invalide le mariage en vertu du droit naturel.

§ 2. Si l'empêchement est douteux, d'un doute de droit ou de fait, on ne doit pas empêcher le mariage.

§ 3. La stérilité n'invalide ni n'empêche le mariage » (c. 1068).

Ce qui constitue l'empêchement, c'est, pensent des auteurs de grande valeur (VERMEERSCH, DE SMET, etc.), *impotentia coeundi*, non *impotentia generandi* qui ne serait que stérilité. Cette opinion est rendue extrêmement probable par plusieurs décisions du Saint-Siège permettant le mariage à des femmes privées par la chirurgie d'organes internes nécessaires à la fécondation. Du moins il y a doute de droit, ce qui suffit à autoriser le mariage de quiconque, *potens ad coeundum*, serait *impotens ad generandum*.

Si, avant le mariage, on a des doutes fondés sur le fait de l'impuissance, un examen médical s'impose ; s'il laisse la chose douteuse, on peut se marier (évidemment, il faudrait avoir la loyauté d'avertir l'autre partie) et essayer les rapports aussi longtemps que l'impuissance n'est pas manifeste (le Code ne fixe plus de limite de trois ans) ; lorsqu'elle est évidente, il ne reste aux deux parties qu'à se séparer, d'accord avec l'autorité ecclésiastique (hors de rares cas, où ils pourraient vivre comme frère et sœur), et, s'ils veulent contracter d'autres unions, à demander à Rome la dispense du mariage non consommé (dispense qui, en cette matière, s'obtiendra plus vite et plus facilement qu'une déclaration de nullité).

2° ABSENCE DE BAPTÊME.

Disparité de culte. — Cet empêchement dirimant,

entre deux personnes dont l'une seulement est baptisée, n'est pas à confondre avec l'empêchement prohibant de religion mixte (chap. préc.) entre deux baptisés, quoique toutes les prescriptions des cc. 1060-1064 (garanties, etc.) s'appliquent dans les deux cas (c. 1071).

Avant le Code, l'empêchement de disparité de culte atteignait tout mariage entre baptisé et non baptisé ; de plus, le baptême douteux était présumé valide. Maintenant, l'empêchement est restreint au mariage entre une personne catholique (ou qui du moins l'a été à quelque moment de sa vie) et une personne non baptisée ; si le baptême est douteux, on présume toujours la validité non nécessairement du baptême, mais du mariage. Ainsi l'Eglise n'invalide plus l'union d'un juif avec une protestante. Si Charles, catholique, épouse Berthe, protestante, douteusement baptisée, jusqu'à preuve du contraire le mariage est jugé valide, et, dans ce cas, le baptême aussi. Mais si des doutes sérieux s'élèvent sur le baptême de Pierre qui a épousé une païenne, on tiendra le mariage pour valide, donc le baptême pour nul. Quand le doute se présente avant le mariage, il faut rebaptiser sous condition ou obtenir de l'Ordinaire dispense « ad cautelam ».

Citons le c. 1070 : « § 1. Est nul le mariage contracté par une personne non baptisée avec une personne baptisée dans l'Eglise catholique ou convertie à cette Eglise du schisme ou de l'hérésie.

§ 2. Si une partie, à l'époque de la célébration du mariage, était communément regardée comme catholique ou si son baptême était douteux, il faut tenir, conformément au c. 1014, pour la valeur du

mariage, jusqu'à ce qu'on ait la preuve certaine qu'une des parties était baptisée et l'autre pas. »

Auparavant, quand le Saint-Office, ou son délégué, dispensait de la disparité de culte, *en même temps il dispensait implicitement des empêchements suivants* : parenté collatérale sauf au premier degré, affinité sauf au premier degré de la ligne directe, parenté spirituelle, parenté légale, honnêteté publique. Quoique le Code n'en parle pas, il est très probable, comme le pensent de bons auteurs, que l'intention du Saint-Office n'a pas varié sur ce point.

3° LIEN MORAL LIBREMENT CONTRACTÉ.

a) *Mariage antérieur.* — § 1. La tentative de mariage est invalide pour qui est tenu par le lien d'un mariage précédent, même non consommé, sauf le privilège de la foi.

§ 2. Quoique le premier mariage soit nul ou dissous pour n'importe quelle cause, il n'est pas permis d'en contracter un autre avant que la nullité ou la dissolution du premier ne soit établie suivant la loi et d'une manière certaine » (c. 1069).

Si l'on a obtenu dispense du mariage non consommé, il faut exhiber le document authentique ; s'il s'agit d'une déclaration de nullité, il faut attendre la double sentence judiciaire (c. 1987), ou, dans des cas plus simples, du moins la déclaration de l'Ordinaire (c. 1990). Mais là où ne se trouve même pas l'apparence d'un vrai mariage, dans une union purement civile ou contractée devant un ministre

protestant, le curé peut déclarer la nullité en faisant l'enquête préalable au mariage (2).

Si la *mort* du premier conjoint est certaine, aucune difficulté. Mais si elle *douteuse*? Le curé s'efforcera d'obtenir un acte authentique, tiré des registres de la paroisse, de la commune, de quelque autre administration; s'il ne reçoit rien de ce genre, qu'il interroge sous serment au moins deux témoins dignes de foi qui aient connu le défunt et s'accordent sur les principales circonstances de sa mort. Faute de mieux, on se contenterait d'un témoin oculaire, surtout si ses dires étaient corroborés par une convergence de présomptions et d'indices. Mais, quand la mort reste douteuse malgré toutes ses recherches, le curé doit exposer la chose à l'Ordinaire, qui recourra lui-même à Rome s'il continue à douter. Si le Saint-Siège juge le décès moralement certain, il accorde la « permission de passer à de nouvelles noces à cause de la mort présumée du conjoint », permission qui contient, par le fait même, la dispense de l'empêchement de crime sans conjugicide (c. 1053).

Après s'être remarié, si quelqu'un conçoit un doute sérieux (non de pures imaginations, des histoires de revenants, métaphysiquement possibles mais à dédaigner) sur la mort de son premier époux, il doit se livrer à de sérieuses recherches, comme le possesseur de foi douteuse, et se contenter de rendre l'acte conjugal sans le demander : si les recherches faites le laissent dans le doute, il peut recommencer à user pleinement du mariage. Tout ceci s'applique probablement même à celui qui

(2) A. A. S., 1919, p. 479.

aurait déjà eu des doutes fondés (et donc été de mauvaise foi) en se remariant.

b) *Ordre sacré*. — « Invalide est la tentative de mariage des clercs dans les ordres sacrés. »

Cet empêchement est de droit ecclésiastique, mais l'on connaît en cette matière la sainte intransigeance de l'Eglise latine (3).

c) *Vœu solennel*. — « Invalide est aussi la tentative de mariage des religieux qui ont fait la profession des vœux *solennels*, ou celle de vœux simples auxquels une prescription spéciale du Siège apostolique aurait communiqué une telle efficacité » (c. 1073). Nos lecteurs savent qu'en France (sauf dans l'ancien comté de Nice et en Savoie), aucune *moniale* ne peut faire actuellement de vœux solennels ni donc être atteinte par le c. 1073 (mais seulement par le c. 1058). Cette situation provisoire changera peut-être bientôt (4).

4° DÉLIT.

a) *Rapt*. — C. 1074 : « § 1. Il ne peut y avoir aucun mariage entre l'homme ravisseur et la femme *enlevée en vue du mariage*, aussi longtemps qu'elle reste au pouvoir du ravisseur.

(3) Cf. *Le célibat des prêtres*, deux articles du regretté P. AUFFROY, dans *Etudes*, 5 et 20 octobre 1912; parus en brochure (*Action Populaire*).

(4) Cf. A. A. S., 1923, p. 358, et *Nouvelle Revue théologique*, 1924, pp. 193, 267 et 340 (articles réunis en une brochure, *Les Moniales*, éditée chez Casterman).

« § 2. Que si la femme enlevée, séparée du ravisseur et mise en lieu sûr et libre, consent à le prendre pour mari, l'empêchement cesse.

« § 3. Quant à la nullité du mariage, *on assimile au rapt la détention violente de la femme*, quand l'homme la maintient de force, en vue du mariage, dans le lieu où elle demeure ou dans lequel elle s'est rendue librement. »

Si l'homme est enlevé par la femme, l'empêchement n'existe pas, déclaraient sans sourire presque tous les graves auteurs. Le silence du Code leur donne raison.

Il faut qu'il y ait vrai rapt, donc *au moins violence morale* (crainte grave, menaces, dol...), mais il suffit que le ravisseur fasse exercer cette violence par d'autres personnes. Le « rapt de séduction », où la femme consent dès le début à suivre le séducteur, sans le consentement de ses parents, ne constitue pas l'empêchement, quoi qu'en ait pensé le gallicanisme parlementaire d'autrefois.

Il n'y aurait pas d'empêchement si la femme était enlevée non en vue du mariage mais en vue de satisfaire une passion coupable, puis qu'ensuite elle consentît librement au mariage, sauf si se vérifiait alors le cas du c. 1074, § 3.

Même si la femme consent très librement au mariage, ce consentement est inefficace aussi longtemps qu'elle est au pouvoir du ravisseur (supra, c. 1074, §§ 1 et 2). C'est précisément en cela que l'empêchement de rapt est de droit ecclésiastique ; pour sauvegarder plus pleinement la liberté des mariages, l'Eglise exige plus que ce qui suffirait en droit naturel pour la valeur du consentement.

De cet empêchement l'Eglise n'a pas coutume de dispenser.

b) *Crime*. — C. 1075 : « Ne peuvent valablement contracter mariage :

1° Ceux qui, pendant la durée du même mariage légitime, ont consommé un *adultère* entre eux et se sont mutuellement *promis de se marier* ou ont tenté de le faire, même par l'acte purement civil ;

2° Ceux qui, également pendant la durée du même mariage légitime, ont consommé un *adultère* entre eux, et dont l'un des deux a commis un *conjugicide* ;

3° Ceux qui, par leur *concours mutuel*, physique ou moral, même sans *adultère*, ont commis un *conjugicide*. »

Le Code n'a pas modifié cet empêchement. Nous ne pouvons entrer dans les commentaires détaillés que le lecteur trouvera même dans les vieux livres. Le meilleur exercice serait encore de peser soigneusement tous les termes du canon pour voir s'ils se vérifient exactement dans tel cas donné, puisque alors seulement l'empêchement est encouru (au moins devant Dieu ; au for externe, on est bien obligé de juger d'après les manifestations extérieures et d'admettre certaines présomptions, par exemple que des gens mariés civilement vivent en concubinage effectif).

Quelques remarques seulement. Certainement le mot *légitime* ne restreint pas l'empêchement aux *adultères* contre les unions des infidèles (cf. c. 1015. § 3), mais signifie ici : mariage *conclu suivant les lois divine et ecclésiastique*, soit par deux chrétiens, soit entre un chrétien et un infidèle. Cet

empêchement, comme les autres de droit ecclésiastique, n'atteint les infidèles qu'indirectement, lorsqu'ils épousent des chrétiens.

L'empêchement de crime étant bien antérieur à la nouvelle législation des fiançailles, la promesse de mariage dont parle le § 1 est *n'importe quelle promesse*, même non écrite.

Avant le Code, quelques moralistes avaient émis l'avis que l'ignorance mettait à l'abri de l'empêchement de crime, à cause de son caractère pénal. Le c. 16, § 1 ôte toute probabilité à cette opinion, *aujourd'hui universellement abandonnée*.

L'empêchement de crime, du moins sous sa première forme, se rencontre fréquemment, en grande partie à cause de l'infâme divorce civil. Pierre et Jeanne, mariés à l'église, divorcent, et Pierre se marie civilement avec Berthe. Il y a adultère avec tentative de mariage, pendant la durée du vrai mariage entre Pierre et Jeanne. Donc, même si Jeanne vient à mourir de sa belle mort, Pierre ne pourra épouser Berthe sans dispense.

La fréquence des cas explique le c. 1053, résumé en partie quelques pages plus haut (au c. 1069). Non seulement la permission de passer à de nouvelles noces, mais aussi la dispense du mariage non consommé, contient implicitement la dispense de l'empêchement de crime quand il n'y a pas eu conjugicide.

5° UNION ANTÉRIEURE DES PERSONNES.

a) *Physique : parente ou consanguinité*. — Nous

ne reproduirons pas les tableaux généalogiques, plus ou moins compliqués, par lesquels chaque auteur s'ingénie à rendre plus facile la recherche des degrés de parenté. Le Code simplifie beaucoup les enquêtes : 1° en ne maintenant l'empêchement, pour la ligne collatérale (5), *que jusqu'au troisième degré inclusivement* : — pour chacun des futurs, on n'aura plus à trouver que quatorze noms d'ascendants au lieu de trente ; — 2° en ne conservant la multiplication de l'empêchement que « dans la mesure où est multipliée la souche commune » (c. 1076, § 2), donc lorsque les futurs ont *plusieurs souches communes*, et non *plus*, comme auparavant, lorsqu'ils remontent par plusieurs chemins à une souche unique. Actuellement la multiplication a lieu seulement si des personnes parentes entre elles ont épousé des personnes parentes entre elles, ou si une même personne a épousé successivement deux personnes parentes entre elles.

N'oublions pas (quoique cela ne contribue pas à simplifier) que l'empêchement de parenté s'encourt de la même façon s'il s'agit de demi-parenté (même père mais autre mère, etc.) ou de parenté illégitime.

L'empêchement de parenté est certainement de droit naturel au premier degré de la ligne directe. L'est-il aux autres degrés de la ligne directe et au premier degré de la ligne collatérale ? C'est moins certain, mais, à ces degrés, l'Eglise interdit absolument le mariage : « Qu'on ne permette jamais le

(5) Si l'on a d'un côté le second degré collatéral et de l'autre le quatrième, pas d'empêchement, puisque la ligne la plus longue est seule à compter (c. 96, § 3).

mariage s'il subsiste quelque doute que les parties soient parentes à quelque degré de la ligne directe ou au premier degré de la ligne collatérale (c. 1076, § 3) ».

b) *Union morale.* — A. *Affinité* (ou alliance). *Le Code change complètement la notion d'affinité.* — L'empêchement ne résulte plus des rapports charnels (il ne provient donc plus jamais, et c'est tant mieux, de relations coupables) mais uniquement « du mariage valide, soit contracté (*rato*) (6) seulement, soit contracté et consommé » (c. 97, § 1). En ligne directe l'empêchement s'étend indéfiniment, mais en ligne collatérale il n'est plus en vigueur que *jusqu'au second degré inclusivement*.

Il se multiplie : « 1° autant que se multiplie l'empêchement de parenté d'où il découle ; 2° si l'on s'est remarié plusieurs fois avec un parent du conjoint défunt » (c. 1077).

L'empêchement d'affinité ne se rencontre que si l'un au moins des futurs est veuf ou a obtenu la dispense d'un mariage non consommé.

B. *Honnêteté publique.* — Encore un empêchement profondément *transformé* par le Code et singulièrement *restreint* par rapport à la discipline antérieure. Il remplace un peu, pour les cas publics, la précédente « affinité due à des relations illicites ». Citons le c. 1078 : « L'empêchement d'honnêteté publique naît d'un *mariage invalide*, consommé ou non, et (7) d'un *concubinage public* ou notoire; et il invalide le mariage au premier et au

(6) Il ne résulte donc pas d'un mariage « légitime » contracté dans l'infidélité même si (probablement du moins) l'un des infidèles recevait ensuite le baptême.

(7) « Et » a ici le sens disjonctif, pourrait se traduire : ou.

second degré de la ligne *directe* entre l'homme et les parentes de la femme, et *vice versa* ».

L'expression « mariage invalide », sans autre détermination, désigne *toute espèce d'invalidité*, qu'elle procède d'un empêchement proprement dit, d'un vice de forme ou d'un défaut de consentement. Le concubinage est non un acte, mais *un état*, une contrefaçon du mariage : il est public comme tout délit, « s'il est déjà divulgué ou se trouve dans de telles circonstances qu'on peut et doit prudemment juger qu'il sera facilement divulgué » (c. 2197). Le « mariage civil » vérifie la notion de concubinage public.

c) *Union spirituelle*. — Il n'est plus question d'empêchement résultant *de la confirmation*, et ce qui concerne le baptême est simplifié : « Par suite du baptême celui qui baptise et le parrain ne contractent la parenté spirituelle *qu'avec le baptisé* » (c. 768; cf. c. 1079). Comme le Code ne fait aucune distinction, l'empêchement atteint aussi, semble-t-il, le baptême privé. Pourtant quelques commentateurs hésitent au sujet du parrain de ce baptême, à cause de l'opinion contraire admise par saint Alphonse, — opinion qui paraît aujourd'hui bien peu fondée.

Si le parrain, resté à distance, ne touche l'enfant que par procureur, le parrain, et non le procureur, encourt l'empêchement.

d) *Union légale*, provenant de l'adoption, là où la loi civile en fait un empêchement dirimant. (V. plus haut, c. 1059).

CHAPITRE V

. Le Consentement

1° LE PRINCIPE.

Sans vrai consentement, pas de contrat, donc pas de mariage possible.

« Le consentement matrimonial est un acte de volonté par lequel l'une et l'autre partie livre et accepte le droit aux actes corporels aptes d'eux-mêmes à la génération des enfants (c. 1081, § 2).

2° VICES DU CONSENTEMENT.

1° *L'ignorance.* — § 1. Pour que le consentement matrimonial puisse avoir lieu, il est nécessaire qu'au moins les contractants n'ignorent pas que le mariage est l'union permanente d'un homme et d'une femme en vue de la procréation des enfants.

§ 2. Cette ignorance ne se présume pas après la puberté » (c. 1082).

Il n'est pas nécessaire de connaître exactement le comment de la conception et de la naissance. Encore est-il vrai qu'une initiation suffisante aux choses de la génération, donnée au moins avant le mariage, entre autres avantages, ôterait tout prétexte à s'imaginer plus tard qu'une ignorance substantielle a rendu nul le consentement.

2° *L'erreur*. Elle rend *rarement* le mariage invalide.

A Erreur sur le fait. — « L'erreur sur la personne rend le mariage invalide » (c. 1083, § 1). Exemple classique : Jacob croyant épouser Rachel, épousa Lia dans l'obscurité.

« L'erreur sur une *qualité* de la personne, même si elle donne lieu (*det causam*) au contrat, invalide le mariage seulement dans deux cas :

1° Si l'erreur sur la qualité produit (*redundet in*) l'erreur sur la personne ;

2° Si une *personne libre* contracte mariage avec une personne qu'elle croit libre, lorsqu'elle est au contraire *esclave*, d'un esclavage proprement dit » (c. 1083, § 2).

Ainsi le mariage vaut si quelqu'un a épousé une personne qui n'est pas riche ou pas vierge ou pas douce, alors qu'il la croyait telle, ou même parce qu'il la croyait telle. Il n'aurait pas voulu s'il avait su... peu importe ; il a voulu (1).

Mais le mariage ne vaut pas, si Pierre, venu pour épouser la fille aînée de Jacques, qu'il ne connaît pas autrement, est placé près de la cadette qu'il

(1) Sa volonté prédominante — du moins on le présume — a été de contracter le mariage, non de rencontrer telle qualité. Il en serait autrement s'il avait fait de cette qualité une condition absolue de son consentement (V. c. 1092).

prend pour l'ainée. Cela équivaut à se tromper sur l'identité de la personne, Berthe au lieu de Marie.

Le 2°, ou empêchement (2) *d'erreur sur la condition (libre ou servile)*, a une histoire bien des fois séculaire, et trouvera encore quelques applications chez les nègres d'Afrique et les sauvages de Polynésie.

B. *Erreur sur le droit.* — *Une simple erreur sur l'unité du mariage ou son indissolubilité ou sa dignité de sacrement, même si elle donne lieu au contrat, ne vicie pas le consentement matrimonial* » (c. 1084). L'expression « une simple erreur » *exclut* le cas d'un acte de volonté *positif et prédominant* contre les propriétés essentielles du mariage. Si l'on s'est dit : « Je me marie parce que le mariage n'est pas indissoluble ; sinon, je refuserais de me marier (ce qui se rattache à la condition absolue du c. 1092, 2°) ; je veux avant tout pouvoir divorcer », le consentement est vicié substantiellement ; alors, *pas de mariage*.

C. *Erreur sur la prétendue nullité du mariage.* — « La certitude ou l'opinion de la nullité d'un mariage n'exclut pas nécessairement le consentement matrimonial » (c. 1085).

Remarquons les termes judicieusement pesés : « *n'exclut pas nécessairement* » veut dire « *exclut souvent* ». Si Arthur épouse sa cousine au quatrième degré, persuadé que l'empêchement de parenté s'étend encore jusque-là, vraisemblablement il se contente d'une apparence de mariage, et alors il est clair qu'il ne se marie pas. Mais peut-être veut-

(2) Empêchement de droit ecclésiastique. tandis que, dans ce chapitre v, presque tout est de droit naturel.

il *avant tout* contracter un *vrai mariage* s'il le peut, *autant qu'il le peut*. La chose se conçoit sans peine s'il doute de l'empêchement (*opinio nullitatis*); s'il en est certain (*scientia nullitatis*), son attitude mentale semble contradictoire : comment vouloir ce qu'on sait impossible? Mais la passion a une logique très différente de celle d'Aristote : « le cœur a ses raisons... ».

3° *La fiction*. — Quand les lèvres disent oui, la volonté dit non.

C. 1086 : « § 1. Le consentement intérieur de l'âme est toujours présumé conforme aux mots ou aux signes employés, dans la célébration du mariage.

§ 2. Mais si l'une des deux parties, ou l'une et l'autre, *exclut par un acte positif de volonté*, le mariage même, ou tout droit à l'acte conjugal, ou quelque propriété essentielle du mariage, elle contracte *invalidement*. »

En dehors du cas où une crainte grave contraindrait à recourir à ce subterfuge, feindre le consentement constitue envers l'autre partie (sauf si elle en faisait autant) une *grave injustice*, qu'on ne peut le plus souvent réparer qu'en donnant un *vrai* consentement.

4° *La violence ou la crainte*. — C. 1087, § 1 : « Invalide est aussi le mariage contracté à cause de la violence ou d'une crainte grave inspirée de l'extérieur et injustement et telle qu'on ne puisse y échapper qu'en contractant mariage.

§ 2. Aucune autre crainte, même si elle donne lieu au contrat, n'entraîne la nullité du mariage ».

Si la crainte affole tellement que le prétendu

consentement n'est pas un acte humain, le mariage est nul de droit naturel ; dans les autres cas, il ne l'est, semble-t-il, que de droit ecclésiastique, mais il convenait grandement que l'Eglise empêchât alors le mariage d'exister : une fois conclu, ce contrat ne peut, comme d'autres, être annulé.

Il faut que la crainte soit : 1° grave, au moins relativement (la crainte révérentielle, par exemple de déplaire à son père, n'est jugée grave que si elle s'accompagne de menaces subies, ou d'instances fréquentes et importunes...); *2° inspirée de l'extérieur*, c'est-à-dire par une autre personne ; *3° injustement* (ce ne serait pas le cas si le père d'une jeune fille séduite disait au coupable : « Vous l'épouserez ou je vous poursuivrai en justice »); *4° telle qu'on ne puisse y échapper que par le mariage*, même si contraindre au mariage n'était pas l'intention formelle de l'auteur de la crainte : le Code n'exige pas que cette crainte soit causée « pour extorquer le consentement ». Un jeune homme, injustement condamné à une longue détention, ne peut se libérer qu'en épousant la fille d'un protecteur très influent. On ne l'a pas emprisonné pour l'acculer au mariage. Peu importe, ce mariage serait nul *ex capite vis et metus* (3).

On sait qu'assez souvent, de ce chef, des déclarations de nullité sont demandées par des Françaises, et parfois obtenues. A une époque où l'on se plaint justement que l'autorité paternelle soit trop faible et trop peu respectée, des pères de famille, pour imposer des maris à leurs filles, se trouvent aussi

(3) D'après VERMEERSCH ET CREUSEN, *Epitome juris canonici*, II, n. 376.

tyranniques qu'au temps de Molière et de Bourdaloue. Le contraste est plus apparent que réel : le même égoïsme peut dicter la négligence dans l'éducation et des crises de violence pour se débarrasser d'une personne tant soit peu encombrante.

3° PRÉSENCE REQUISE POUR DONNER LE CONSENTEMENT

C. 1088 : « Pour contracter valablement un mariage, il est nécessaire que les contractants *soient présents soit par eux-mêmes soit par procureur*. (C'est la suppression du mariage par lettres.)

§ 2. Que les fiancés expriment *verbalement* le consentement matrimonial ; et il ne leur est pas permis d'employer des signes équivalents, s'ils peuvent parler. » Un signe clair suffirait toujours pour la validité.

N'insistons pas sur les mariages par procureur ou par interprète, si exceptionnels en France. (V. cc. 1089, 1090, 1091.) Rien n'étant prescrit pour le sexe du procureur, un homme, remarquons-le sans trop sourire, pourrait être le procureur de la fiancée, et inversement.

4° CONSENTEMENT CONDITIONNEL.

C. 1092 : « La condition a été posée et non révoquée. 1° Si se rapportant à l'avenir, elle est *néces-*

saire (si le soleil se lève demain), ou *impossible* (si je touche le ciel du doigt...) ou *honteuse*, mais pas contre la substance du mariage (ici « honteuse » signifie peccamineuse à n'importe quel titre : si vous assassinez mon ennemi, si vous promettez d'élever les enfants sans religion, etc.), qu'elle soit tenue pour *non avenue*. »

« 2° Si la condition se rapportant à l'avenir est contre la substance du mariage, elle le rend *invalide*. » On ne peut vouloir à la fois deux contradictoires, le mariage et ce qui le détruit. Les conditions contre la substance sont : *contre l'enfant* (je me marie à la condition expresse d'empêcher la génération par les pratiques anticonceptionnelles ou l'avortement) ou *contre la fidélité conjugale* (je vous épouse à la condition que vous vous livrerez à d'autres pour de l'argent) ou *contre l'absolue indissolubilité du sacrement* (je me marie à condition de pouvoir divorcer).

Une fois mariés, les époux pourront, d'un commun accord, s'abstenir de l'acte conjugal (cas assez rare au début du mariage). Mais peuvent-ils se marier à la condition de garder la virginité? Je n'aurai pas la hardiesse de trancher une question si épineuse et si controversée. Que le lecteur, si le problème l'intéresse, relise à ce sujet les bons auteurs, surtout de théologie dogmatique.

3° Si la condition, se rapportant à l'avenir, est *licite* (je vous épouse, à condition que j'obtienne dans trois mois telle position...), elle suspend la *valeur du mariage*. » Un mariage non conditionnel, contracté dans l'intervalle avec une tierce personne, serait injuste, mais valide.

4° Si la condition se rapporte au passé (si mon oncle d'Amérique est mort...) ou au présent (si vous êtes vierge, si vous avez 100.000 francs disponibles...), le mariage sera valide ou non, selon que la condition est réalisée ou non. » Il faudra attendre, pour user du mariage, que la réalisation de la condition ait été vérifiée avec certitude.

Quelques remarques. — 1° Il faut distinguer ce qui est *condition* proprement dite, absolue, *sine qua non*, donc volonté prédominante, de ce qui serait *mode* accessoire, affectant le contrat principal sans le détruire, ou *désir*, *velléité*, volonté non prédominante. Bien des gens, hélas! se marient avec le désir, plus ou moins délibéré, de limiter, le cas échéant, le nombre de leurs enfants ou même, s'ils étaient malheureux en ménage, de recourir au divorce, mais ils veulent avant tout se marier, et contractent donc valablement.

2° L'Eglise présume la validité du consentement conditionnel dans les cas prévus par le c. 1092, 1°, parce qu'elle suppose qu'il ne s'agit pas alors d'une vraie condition, que l'intéressé n'est pas assez fou pour lier son consentement à un événement impossible ou inévitable, ou assez criminel pour le lier à l'exécution d'un forfait. Au for interne « la vérité l'emporte sur la présomption ».

3° Dans un seul cas l'Eglise admet de plein droit la nullité du mariage conditionnel, c'est quand la condition est contre la substance du mariage (c. 1092, 2°), mais la difficulté sera de prouver devant les tribunaux ecclésiastiques qu'il s'agissait d'une vraie condition. Même difficulté pour le c. 1092, 3° et 4°.

4° En résumé, *la condition ne se présume pas mais doit se prouver*, et, dans le cas du c. 1092, 1°, l'autorité ecclésiastique, au for externe, refuse de la prendre au sérieux. Au for interne, il sera parfois très difficile de juger de la validité du consentement : que l'intéressé le renouvelle *ad cautelam* d'une manière irréprochable.

5° A cause des *graves inconvénients* des mariages conditionnels, d'ailleurs non prévus par le Rituel, il n'est *pas permis* de contracter sous condition : si une raison très spéciale se présentait, on devrait demander l'autorisation de l'Ordinaire.

5° PERSÉVÉRANCE DU CONSENTEMENT.

C. 1093 : « Même si le mariage avait été contracté invalidement à raison d'un empêchement, le consentement donné est présumé persévérer, jusqu'à ce que sa révocation soit certaine. » (Cf. cc. 1135 et 1136).

CHAPITRE VI

Forme de la Célébration du Mariage.

I. — CE QU'EXIGE LA VALIDITÉ.

1° *Le principe.* — C. 1094 : « Sont valides uniquement les mariages contractés devant le curé, ou l'Ordinaire du lieu, ou un prêtre délégué par l'un des deux, et au moins deux témoins, mais suivant les règles exprimées dans les canons suivants, et sauf les exceptions dont parlent les canons 1098, 1099. »

2° *Quel curé ou Ordinaire?* En général, *n'importe lequel*, mais seulement sur son territoire.

C. 1095 : « § 1. Le curé et l'Ordinaire du lieu assistent validement au mariage :

a) Seulement à partir du jour de la prise de possession canonique de leur bénéfice suivant les cc. 334, § 3, 1444, § 1 (pour l'évêque ou le curé), ou de leur entrée en charge (pour le pro-curé, etc.), à moins qu'une sentence ne les ait excommuniés ou interdits ou suspendus de leur office, ou déclarés tels (le Décret *Ne temere* ne parlait pas des interdits);

b) Seulement dans les limites de leur territoire,

où ils assistent valablement au mariage non seulement de leurs sujets, mais même des autres ;

c) Pourvu que, *sans y être contraints* par la violence ni une crainte grave, *ils demandent* et reçoivent le consentement des contractants. » Les mots « invités et priés » du Décret *Ne temere* ont été supprimés, mais le Code continue à rendre *impossibles les mariages de surprise* en exigeant, pour la validité, le rôle actif du curé, ses interrogations sur le consentement.

« Dans le cas *d'erreur commune* ou de doute positif et probable de droit ou de fait » le curé putatif assisterait valablement aux mariages (c. 209).

Le mot *curé* désigne aussi les *quasi-curés* (dans les missions divisées en quasi-paroisses) et les « vicaires paroissiaux, s'ils ont reçu complètement les pouvoirs curiaux » (c. 451, § 2), c'est-à-dire, non pas les vicaires au sens français du mot, que le c. 476 appelle « vicaires coopérateurs » et dont nous parlera le c. 1096, mais des prêtres que nous nommerions plutôt *pro-curés*. Tels sont le « vicaire économe » (établi pendant la vacance de la cure, cc. 472, 473); le « vicaire-aide » (placé près d'un curé trop vieux, etc., avec tous les droits du curé s'il le remplace complètement; sinon, avec les pouvoirs résultant de sa feuille de nomination, c. 475), enfin le « vicaire substitué » au curé absent pour plus d'une semaine (c. 474) : il ne peut assister aux mariages que s'il a été approuvé par l'Ordinaire (c. 465, §4), ou, en attendant cette approbation, dans le cas de départ urgent du curé (c. 465, § 5) (1).

(1) A. A. S., 1922, p. 528.

Un seul curé par paroisse : tel est le cas normal. Mais là où se trouvent plusieurs curés « personnels » (d'après la langue, la nationalité...), le Code, pas plus que le Décret *Ne temere* (2), ne change leur condition. « Les aumôniers militaires doivent s'en tenir aux prescriptions particulières du Saint-Siège » (c. 451, § 3).

Les témoins peuvent être de *n'importe quel* âge ou sexe, pourvu qu'ayant l'usage de la raison ils soient en état d'attester le mariage.

3° *La délégation*. — L'Ordinaire ou le curé peut déléguer *sur son territoire* l'assistance aux mariages (c. 1095, § 2). Mais la délégation « doit être donnée *expressément* (ce mot n'était pas dans le Décret) à un *prêtre déterminé* (par exemple, désigné par son nom ou son office propre) *pour un mariage déterminé* (entre un tel et une telle, ou tel jour à telle heure s'il n'y a alors qu'un mariage possible). *Sont exclues n'importe quelles délégations générales* (en ce point le Code est bien plus sévère que le Décret), à moins qu'il ne s'agisse de *vicaires coopérateurs* (3) pour la paroisse à laquelle ils sont attachés. Donnée dans d'autres conditions, la délégation est invalide » (c. 1096, § 1) (4). « Il n'est permis de la donner qu'après avoir accompli tout ce que le droit prescrit pour la preuve de l'état libre » (c. 1096, § 2).

(2) *Acta Sanctae Sedis*, 1908, p. 108.

(3) De même que les pro-curés, les vicaires, quand ils ont reçu une délégation générale pour les mariages, peuvent déléguer dans des cas particuliers. A. A. S., 1924, p. 115.

(4) Le prêtre n'est pas déterminé si le curé a dit par exemple à un supérieur religieux : « Je délègue celui de vos inférieurs que vous enverrez dire la messe dimanche. » A. A. S., 1924, p. 115.

II. — CE QUI, EN PLUS, EST EXIGÉ POUR LA LICÉITÉ
(c. 1097).

1° Certitude de l'état libre;

2° Certitude que l'un des futurs a dans le lieu du mariage *domicile ou quasi-domicile ou séjour d'un mois*, ou, s'il s'agit d'un *vagus*, séjour actuel.

A défaut de cette condition, *permission* (qui n'est plus une délégation, que le Code appelle uniquement « *licentia* », tandis qu'au c. 1096 « *licentia* » et « *delegatio* » alternaient comme synonymes en l'occurrence) du curé ou de l'Ordinaire du domicile ou quasi-domicile ou séjour d'un mois de l'un des contractants. Pas de permission à demander pour les *vagi* continuellement nomades, sans feu ni lieu, ou lorsqu'une grave nécessité s'y oppose;

3° Que le mariage ait lieu devant le curé de la fiancée, à moins d'excuse valable (*nisi justa causa excuset*), — sauf pour les mariages catholiques de rite mixte.

Une *sanction* renforce ces dispositions : « Le curé qui, sans la permission requise par le droit, assiste à un mariage, ne fait pas siens *les droits d'étole*, et doit les remettre au propre curé des contractants » (c. 1097, § 3). Les mots « *droits d'étole* » désignent la taxe fixée dans le diocèse, non les honoraires de la messe ni les cadeaux ni les droits perçus pour les employés de l'église, etc. Normalement les droits d'étole seront remis au curé de la fiancée, et plutôt au curé de son domicile qu'à celui

de son quasi-domicile, et plutôt à ce dernier qu'au curé de l'habitation d'un mois (5).

III. — CAS EXCEPTÉS ET EXCEPTIONNELS :
MARIAGE SANS PRÊTRE

C. 1098 : *Si l'on ne peut avoir ou aller trouver sans grand inconvénient le curé ou l'Ordinaire ou un prêtre délégué pour assister au mariage conformément aux canons 1095, 1096 :*

« 1° *En danger de mort*, le mariage contracté *seulement devant des témoins* est valide et licite ; il l'est même en dehors du danger de mort, pourvu que l'on *prévoie* prudemment que cette situation durera pendant *un mois* ;

2° Dans les deux cas, si un autre prêtre peut être appelé facilement, il doit (pour la licéité) être appelé et assister au mariage avec les témoins, quoique le mariage devant les seuls témoins reste alors valide. »

En dehors du danger de mort, pourront se marier sans prêtre non seulement deux catholiques séjournant dans une contrée où ils resteront longtemps sans voir un prêtre catholique (Russie, Alaska, etc.), mais, même en France, ceux pour qui se marier devant le curé ou son délégué constituerait un grave inconvénient extrinsèque à la loi (hors des prévisions moyennes du législateur) et objectif (c'est-à-

(5) D'après CHOUPIN, *Les fiançailles et le mariage*, 2^e édit., 1911, n° 75.

dire ne résultant pas de mauvaises dispositions personnelles, que le c. 1098 ne veut certainement pas encourager). Pour éviter l'illusion, les intéressés feront bien de consulter un prêtre éclairé.

*Si un mariage est interdit par la loi civile et que le curé s'expose, en y assistant, aux odieuses sanctions du Code pénal (art. 199 et 200), peut-il dire aux futurs de se marier sans prêtre devant deux témoins? Il y a quelque quinze ans, des flois d'encre ont coulé à ce sujet, et plusieurs excellents auteurs ont admis l'affirmative. Rome a d'abord refusé de répondre (6), et sa réserve s'expliquait sans peine. Mais elle favorisait singulièrement l'opinion large en déclarant valable le mariage sans prêtre « chaque fois que... le prêtre compétent ne peut être appelé ni abordé sans grave inconvénient (7) », disant équivalement qu'un inconvénient propre à peu de personnes suffit. (Le mot « région » du Décret, qui rendait ce point douteux, ne se trouve pas dans le Code). Mais une *décision plus sévère*, et générale, est intervenue en 1916 : « Qu'on recoure (à Rome) dans chaque cas, à moins de danger de mort (8)... »*

Que conclure? — 1° Le mariage sans prêtre, pour éviter les sérieux inconvénients résultant du Code civil ou du Code pénal, *serait valide* puisqu'il vérifie le c. 1098 (reproduisant en substance la réponse de 1910 citée plus haut). Si le Décret de 1916 voulait le rendre invalide, il aurait dû le dire clairement (cf.

(6) « Non esse interloquendum. » *Acta Sanctae Sedis*, 1908, p. 512.

(7) A. A. S., 1910, p. 195, ad 1um.

(8) A. A. S., 1916, p. 37.

c. 15) ; mais, s'il l'avait fait, le c. 1098, paru dans le Code en 1917, serait difficilement explicable ;

2° En dehors du danger de mort, *pour qu'un tel mariage soit licite, il faut recourir au Saint-Siège*, conformément au Décret de 1916 ;

3° Dans des cas exceptionnels, si urgents qu'on n'ait pas le temps de recourir à Rome, il semble qu'on pourrait se former la conscience en cette question où il ne s'agit plus que de licéité, suivant l'axiome : *Lex positiva non obligat cum tanto incommodo*.

IV. — QUI EST TENU À LA FORME DE CÉLÉBRATION DU MARIAGE

En substance : *tout catholique du rite latin*, même si l'autre partie est non-catholique ou d'un rite oriental.

C. 1099 : « § 1. Sont tenus à observer la forme établie plus haut :

1° Tous ceux qui ont été baptisés dans l'Eglise catholique et ceux qui se sont convertis à elle de l'hérésie ou du schisme, quoique les uns ou les autres aient ensuite fait défection, chaque fois qu'ils se marient entre eux ;

2° Les mêmes, s'ils épousent des non-catholiques, baptisés ou non, même après avoir obtenu dispense de l'empêchement de religion mixte ou de disparité de culte ;

3° Les Orientaux, s'ils contractent avec des Latins astreints à cette forme.

§ 2. En observant le § 1 : 1° les non-catholiques, baptisés ou non, s'ils contractent entre eux, ne sont nulle part tenus de garder la forme catholique du mariage ; de même les fils de non-catholiques, même baptisés dans l'Eglise catholique, qui dès leur enfance ont grandi dans l'hérésie ou le schisme ou l'infidélité ou sans aucune religion, chaque fois qu'ils contractent avec une partie non-catholique. »

V. — RITES DU MARIAGE.

1° *En général.* — C. 1100 : « En dehors du cas de nécessité, que dans la célébration du mariage on observe les rites prescrits par les rituels approuvés par l'Eglise ou reçus par de *louables coutumes*. » Gardons jalousement ces dernières traces de régionalisme liturgique, ces usages touchants par leur antiquité ou leur symbolisme (douze pièces de monnaie, étole croisée sur les mains des époux, voile les enveloppant, etc.)

2° *Bénédiction.* — « § 1. Que le curé veille à ce que les époux reçoivent la bénédiction solennelle, qui peut leur être donnée même après qu'ils ont longtemps vécu dans le mariage, mais *seulement à la messe*, en observant la rubrique spéciale et excepté le temps férié. (Voir plus bas c. 1101).

§ 2. Seul le prêtre qui peut assister valablement et licitement au mariage peut donner personnellement ou par un autre cette bénédiction solennelle » (c. 1108).

3° *Mariages mixtes.* — Les interrogations sur le consentement doivent toujours se faire pour la validité, mais tous *les rites sont interdits.*

Pour éviter de plus grands maux, l'Ordinaire peut permettre quelques cérémonies, mais jamais la célébration de la messe (c. 1102).

VI. — INSCRIPTIONS.

Le curé doit, personnellement et au plus tôt, faire l'inscription sur le registre des mariages et en marge du registre des baptêmes, et avertir, le cas échéant, le curé du baptême. Si le mariage a été contracté sans curé ni prêtre délégué, conformément au c. 1098, le prêtre de rencontre qui y aurait assisté, et, à son défaut, les témoins sont tenus, solidairement avec les contractants, de faire inscrire au plus tôt le mariage (c. 1103).

CHAPITRE VII

Mariage de Conscience ou Secret

On en demande l'autorisation à l'évêque pour une « *cause très grave et très urgente* » (c. 1104). Il y en a d'autres exemples que l'union, très historique et si romanesque, de la veuve de Scarron avec le Grand Roi. Mais nous ne nous y attarderons pas. (V. cc. 1104-1107).

CHAPITRE VIII

Temps et lieu.

I. TEMPS.

Le Code supprime l'empêchement « de temps férié » ou « de temps clos », mais en conserve quelque reste.

C. 1108 : « § 1^{er}. Le mariage peut être contracté à toute époque de l'année.

§ 2. C'est seulement la *bénédiction solennelle* des noces qui est *interdite* du premier dimanche de l'Avent au jour de Noël *inclusivement*, et du mercredi des Cendres au dimanche de Pâques *inclusivement*.

§ 3. Cependant les Ordinaires des lieux peuvent, en respectant les lois liturgiques, la permettre pour une juste cause même aux époques mentionnées, en avertissant les époux de s'abstenir d'une pompe excessive. »

La bénédiction solennelle fait normalement *partie de la messe* « *pro sponso et sponsa* ». Cette messe est interdite par les rubriques les dimanches, fêtes

de 1^{re} et de 2^e classe, octaves privilégiées de 1^{re} et de 2^e classe, fêtes privilégiées (mercredi des Cendres, Semaine sainte) et la veille de Noël. Aux époques indiquées par le c. 1108, § 2, l'Ordinaire peut permettre cette messe, sauf les jours où les rubriques s'y opposent ; ces jours-là, il peut seulement permettre qu'on intercale dans la messe du jour la *commémoration* pour les époux, sous une seule conclusion, aux fêtes excluant une autre commémoration, et, dans les autres cas, sous une double conclusion (1)

II. LIEU DE LA CÉLÉBRATION.

C'est : normalement l'église paroissiale ; une autre église ou oratoire, avec la permission de l'Ordinaire ou du curé ; une maison particulière, seulement dans un cas extraordinaire ; un oratoire de séminaire ou de religieuses, uniquement pour une urgente nécessité.

Sauf dispense de l'Ordinaire, les mariages mixtes se célèbrent hors de l'église (c. 1109). « *In re odiosa* » la sacristie est à bon droit jugée hors de l'église.

(1) A. A. S., 1918, p. 332.

CHAPITRE IX

Les Effets du Mariage

I. — DROITS DES ÉPOUX.

« A moins qu'un droit spécial n'en dispose autrement, la femme, quant aux effets canoniques, participe à l'état de son mari » (c. 1112). Ainsi, pour le domicile (c. 93), le tribunal (c. 1561), le rite (c. 98, § 4), la sépulture (c. 1229, § 2).

« Chacun des deux époux, *dès le début du mariage* (c'est la suppression du fameux « bimestre » concédé jadis à la liberté), a un droit *égal* et un devoir égal en ce qui concerne les actes propres de la vie conjugale » (c. 1111).

Si le « lecteur français », ami de « l'honnêteté » mais légitimement désireux de s'instruire, veut plus de détails, qu'il consulte les auteurs de théologie morale. Ici, on se bornera à rappeler les principes et à résumer l'essentiel de cette doctrine.

II. — DE USU MATRIMONII.

Regula generalis : licet quidquid generationem adjuvat (ergo, quae copulam praecedunt ut ejus normalis praeparatio, vel quae eam immediate sequuntur, ut ejus naturale complementum); est graviter culpabile quidquid generationem positive impedit (onanismus; voluntaria pollutio aut, sine causa sufficiente, periculum proximum pollutionis); id quod generationi nec prodest nec nocet erit de se culpa venialis (etiam si agitur de actibus qui inter non conjugatos peccata mortalia essent).

Per se, omni tempore licitus est actus conjugalis (et omnibus conjugibus, etiam sterilibus). Interdicitur tamen : saltem per quindecim dies post partum, — tamdiu quam alterutri conjugum proximum mortis periculum crearet, — et quoties quis serium periculum incurreret communicandi conjugi aut proli, aut recipiendi, gravem morbum contagiosum (v. g. syphilim).

Debitum petere non est obligatorium, nisi caritas requirat ut quis secreto desiderio conjugis timidi tentative respondeat vel imminutam animorum unionem reloveat, aut nisi quis in hoc videat violentae tentationi remedium necessarium.

Reddere debitum petenti est officium justitiae, graviter obligans. Suspenderetur vel minueretur obligatio si petitio immoderata esset (v. g. pluries eadem nocte) aut si serium incommodum timendum esset.

Recuset sacerdos in quaestiones physiologicas se ingerere, et interessatos in suis dubiis ad bonum medicum catholicum (1) remittat. Saepe suadendum esset marito ut temperate matrimonio uteretur (talis temperantia sanitati conjugum prolisque prodest, et exercet in servanda continentia quam circumstantiae fortasse necessariam facient) et uxori ut viro suo libenter morem gereret.

Attamen uxori debet inculcari non indulgentia sed maxima firmitas in recusando si maritus *onanismo* indulgere vult. Satis notae sunt decisiones Sanctae Sedis. Pro causa non adeo gravi, licet uxori (saltem si jam satis manifestavit omnem onanismi speciem sibi valde displicere) reddere debitum marito cum praevisione onanismi *naturalis*, scl. praevidendo copulam, rite incoeptam, a marito nimis cito interruptum iri. Onanismo vero *artificiali* debet uxor omnibus modis resistere neque unquam ei licet cooperari. Ad summum admittunt quidam auctores licere uxori mere passive se habere in casu raris in quibus haec esset sola ratio vitandi gravissimum malum (mortem aut aliquid simile).

Non vetantur conjuges eligere ad copulam tempora quae foecundationi minus favent, in genere dies qui a fluxu menstruo magis distant, dummodo accipiat proles quae se praesentaret, ut non raro accidit.

Nemo ignorat Sanctam Sedem absolute condemnasse abusum nunquam interrogandi de onanismo

(1) Medici quidam areligiosi sunt nimis proni, ut dicunt alii qui ex eorum collegis, ad saepe exaggeranda pericula maternitatis et ad suggerendos modos agendi quos conscientia reprobant.

poenitentes etiam qui fundatas suspiciones praeberent (2).

Contre un vice si répandu en France il est grand temps de réagir par tous les moyens. C'est moins difficile qu'avant la guerre : on est soutenu aujourd'hui par une grande partie de l'opinion et même par les pouvoirs publics. Le clergé contribuera de toute son ardeur à cette œuvre de régénération nationale, veillera à ce que, dès avant le mariage, les bons principes soient profondément inculqués ainsi que l'horreur du vice.

III. — LÉGITIMITÉ DES ENFANTS.

Si l'on s'en tenait au seul droit naturel, on jugerait légitimes uniquement les enfants conçus d'un mariage valide. Par une sorte de fiction juridique et une très large application de l'adage *favores ampliandi*, l'Eglise étend le bienfait de la légitimité aux fruits du mariage putatif et aux enfants nés du mariage (c'est-à-dire aux enfants de gens mariés au moment de la naissance). Mais elle déclare illégitimes les enfants conçus à un moment où l'usage du mariage précédemment contracté était interdit à leurs parents en raison de la profession religieuse solennelle ou de la réception d'un ordre sacré (c. 1114).

Le mari de la mère est présumé être le père de l'enfant, à moins de preuve évidente du contraire.

(2) S. Pénitencerie, 10 mars 1886.

Il pourrait cependant désavouer l'enfant né *dans les six mois* depuis le jour du mariage ou *après dix mois* depuis la complète rupture de la vie conjugale (c. 1115); la loi ne veut présumer ni la fornication du mari ni une conception produite en deçà ou au delà des extrêmes limites (entre six et dix mois) assignées par les physiologistes de tous les temps. Si le mari ne dit rien, l'enfant de sa femme sera inscrit comme légitime, suivant toute l'amplesse du c. 1114. Dans les cas douteux, le curé du baptême (en suivant les instructions diocésaines, s'il y en a) inscrira l'enfant comme légitime : c'est manifestement l'esprit de la loi.

IV. — LÉGITIMATION D'ENFANTS ILLÉGITIMES

Ici, nous sommes en pleine fiction juridique. Gardienne de la moralité, l'Eglise se doit de faire généralement une différence entre la naissance légitime et l'autre. Mais elle montre une grande indulgence envers les époux réhabilités, et, désireuse de soustraire un certain nombre d'enfants aux conséquences des fautes de leurs parents, elle les légitime, c'est-à-dire les traite *comme s'ils étaient* légitimes. Que peut-on rêver de plus large que c. 1116? « *Par le mariage postérieur des parents vrai ou putatif, contracté pour la première fois et revalidé, même non consommé, les enfants sont légitimés* » pourvu que, entre la conception et la naissance, il y ait eu au moins un instant où le

parents auraient pu se marier sans empêchement dirimant (c. 1116). Les enfants ainsi légitimés sont « quant aux effets canoniques, assimilés en tout aux enfants légitimes, à moins d'exception expresse » (c. 1117).

Ainsi la légitimation supprime l'irrégularité (c. 984, 1°), permet d'obtenir les bénéfices et dignités ecclésiastiques, mais ne donne cependant pas accès au cardinalat (c. 232, § 2, 1°) ni à l'épiscopat (c. 331, § 1, 1°). L'irrégularité provenant de la naissance illégitime est levée aussi par la profession solennelle (c. 984, 1°).

Il est un autre mode de légitimation indiqué dans le c. 1051 : « *Par la dispense d'un empêchement dirimant, accordée en vertu d'un pouvoir ordinaire ou d'un pouvoir délégué par un indult général (ce que permettent les cc. 1043, 1044, 1045 rentre dans l'un ou l'autre de ces deux cas), non par un rescrit dans des cas particuliers (à moins qu'on n'ait spécialement demandé et obtenu la faveur), est accordée aussi, par le fait même, la légitimation des enfants, si quelque enfant est déjà né ou a été conçu des personnes dispensées. Sont pourtant exceptés les enfants adultérins et sacrilèges* » (ceux dont les parents, ou l'un des deux, étaient liés par les vœux religieux solennels ou un ordre sacré). Cette concession va plus loin que celle du c. 1116, qui exigeait des parents, au moins à un moment, l'absence de tout empêchement dirimant.

CHAPITRE X

La Séparation des Époux

ARTICLE PREMIER. — LA RUPTURE (DISSOLUTIO) DU LIEN CONJUGAL

Le mariage *chrétien*, une fois *consommé*, est *absolument indissoluble* (c. 1118).

Le mariage *non consommé* entre baptisés ou entre une partie baptisée et une partie non baptisée, est dissous ou de plein droit par la profession religieuse solennelle (1), ou par une *dispense accordée* pour une juste cause *par le Siège Apostolique* à la demande des deux parties ou de l'une des deux, *même contre le gré de l'autre* » (c. 1119). On s'adresse dans ce but à la S. Cong. des Sacrements (c. 249, § 3).

On connaît le *privilège paulin*. Deux infidèles se sont mariés. L'un d'eux reçoit le baptême. L'autre, dûment « interpellé », refuse de se convertir et

(1) Ce cas deviendra de plus en plus exceptionnel puisqu'une personne mariée, à moins d'indult du Saint-Siège, ne peut être valablement reçue dans un noviciat (c. 542, 1°).

même « d'habiter pacifiquement avec le premier sans outrage du Créateur ». Le conjoint baptisé peut rompre le mariage antérieur en épousant une personne catholique. Nous résumons cette matière très rapidement parce qu'elle a beaucoup moins d'applications en France qu'aux missions. Si pourtant quelque application se présentait chez nous, où, hélas! les païens ne manquent pas, un prêtre prudent ne se contenterait pas de relire attentivement les cc. 1120-1127, avec les documents auxquels renvoie le c. 1125, mais aurait soin, à moins d'urgence toute spéciale, de prendre les instructions de l'évêché.

ARTICLE II. — SÉPARATION DE CORPS
(TORI, MENSÆ ET HABITATIONIS)

L'adultère d'un des époux donne à son conjoint le droit de le quitter définitivement, « à moins qu'il n'ait consenti au crime, ou n'y ait donné lieu, ou ne l'ait pardonné expressément ou tacitement (par des témoignages spontanés d'affection conjugale), ou que lui-même n'ait commis le même crime » (c. 1129). Il garde ses droits sur l'époux infidèle, mais n'est jamais tenu de reprendre la vie commune (c. 1130). Ceci, en stricte justice; parfois la charité, ou un scandale à éviter, dictera une autre conduite.

« Si l'un des époux donne son nom à une secte non catholique, s'il élève les enfants en dehors du catholicisme, s'il cause à l'autre un grave danger

de l'âme ou du corps, s'il rend, par des sévices, 'a vie commune trop difficile, ou dans des cas analogues », il y a lieu à une séparation *provisoire*, qui, à moins d'urgence, requiert une décision de l'Ordinaire (c. 1131).

L'Eglise tolère qu'en France les causes de séparation de corps soient jugées par les tribunaux civils (2).

APPENDICE. — LE DIVORCE CIVIL.

Est-il intrinsèquement mauvais? D'aucuns l'ont soutenu. Mais les réponses du Saint-Siège, d'ailleurs très sévères, ne l'ont pas dit. Il semble que l'on peut faire abstraction des détestables intentions du législateur et voir dans le divorce civil uniquement la destruction du mariage civil, donc d'une pure formalité. Ce divorce n'en a pas moins des conséquences lamentables : il prive le mariage valide de ses effets civils, expose les divorcés à la tentation de se remarier civilement, met *d'avance* la désunion dans les familles, sacrifie l'éducation des enfants et souvent leur naissance. *On ne pourrait donc demander le divorce que pour des raisons toutes spéciales et après avoir consulté l'Ordinaire.* Est permis à l'avocat ce qui l'est à son client, généralement pas plus. Le juge ne pourrait prononcer le divorce que pour éviter de très grands maux et après avoir épuisé les tentatives de conciliation.

(2) D'après GASPARRI, *De Matrimonio*, 1892, n. n. 1165.

Les enfants nés du mariage civil d'une personne divorcée peuvent, semble-t-il, profiter sans injustice de la part d'héritage que leur accorde la loi civile, du moins si cela cadre avec la volonté de leurs parents (3).

Les divorcés peuvent-ils être admis aux sacrements? Oui, s'ils subissent le divorce demandé contre eux par l'autre partie. Oui encore si, avec autorisation de l'évêché, ils l'ont demandé pour de très graves raisons. Il serait bon alors de faire discrètement connaître à la paroisse la vraie situation. — Non, s'ils l'ont demandé illicitement, à moins qu'ils ne réparent le scandale et ne reprennent la vie commune, ou, si c'est impossible, ne donnent au désaveu de leur conduite une suffisante publicité. Ceux qui se seraient remariés civilement sont à traiter en pécheurs publics (4).

(3) Pour plus de détails, voir GÉNICOT, *Théol. mor.*, II, n. 562 bis.

(4) Sur les problèmes épineux posés à l'occasion du divorce, on peut consulter :

FOURNERET, *Le Mariage chrétien*, pp. 341-345;

GÉNICOT, *Theologia Moralis*, II, n° 561-563;

DE SMET, *De sponsalibus et matrimonio*, II, nn. 386-408;

CAPPELLO, *De Matrimonio*, nn. 833-841;

Nouvelle Revue Théologique, 1914, p. 261 ss.; admission aux sacrements;

Ami du Clergé, 7 nov. 1912, reproduction de toutes les décisions du Saint-Siège; — 1920, p. 62, admission aux sacrements d'un divorcé non remarié, publiquement si satisfaction publique; p. 252, veuf remarié civilement avec une divorcée pourrait être absous secrètement au moment de la mort, s'il fait ce qui lui est possible; p. 166, cas très rare où l'on pourrait permettre à divorcés remariés de vivre comme frère et sœur; — 9 avril 1925, à quelles conditions on peut admettre aux sacrements des personnes divorcées : si la personne a subi le divorce, pas de difficulté; si elle a demandé et activement poursuivi le divorce, il faudra des signes de regret (publics), éloignement du scandale, promesse de vie chrétienne, et intention de tenter la réconciliation. On suppose écartée, bien entendu, toute velléité de profiter des libertés légales acquises par le divorce.

CHAPITRE XI

Revalidation du Mariage

La nullité d'un mariage est découverte après coup, par exemple, par le curé ou le confesseur. Que faire? 1° Parfois se taire si les pseudo-époux sont dans la bonne foi et que parler les amènerait à pécher formellement (supposons un empêchement dont l'Eglise ne dispense pas et des personnes résolues à ne pas se quitter) (1); 2° si le ménage est malheureux, il y aurait lieu de conseiller à l'un des intéressés de demander une déclaration de nullité, mais il faudrait ne le faire qu'à bon escient, dans les cas très rares où la nullité paraîtrait manifeste et facile à prouver; 3° *le plus souvent, on revalidera le mariage*, on le rendra valide. S'il y a lieu, on aura obtenu dans l'intervalle la dispense des empêchements (2), et alors seulement on avertira l'un des conjoints de la dispense obtenue et de la nécessité de renouveler son consentement.

(1) Très rarement, on pourrait leur permettre de vivre comme frère et sœur.

(2) Dans les cas à la fois très urgents et occultes, on se rappellera le c. 1045, § 3.

Deux sortes de revalidations : 1° *revalidation simple* : l'obstacle étant levé, un nouveau consentement est donné ; 2° *sanatio in radice* : le mariage est censé valide dès le début.

ARTICLE PREMIER. — REVALIDATION SIMPLE.

Elle est simple non seulement dans ses effets (en ce sens, le Code l'oppose à la « *sanatio* »), mais dans son exécution. L'empêchement, s'il existait, une fois disparu (de lui-même ou par dispense), *il suffit de suppléer ce qui a manqué* la première fois du côté de la forme ou du *consentement*, *consentement* qu'il faudra public et en forme si la nullité est publique, mais qui, dans les autres cas, peut être privé ou même parfois secret (cc. 1135, 1136, 1137). *Il faut* (il suffit, en dehors des cas de nullité publique) *qu'un des conjoints* connaisse la nullité et fasse un nouvel acte de volonté (c. 1134) : cela, l'Eglise l'exige toujours, même si le consentement des deux conjoints était en lui-même (abstraction faite de l'empêchement) valable dès le début (c. 1133).

Le Code n'a pas plus d'effet *rétroactif* pour le mariage que pour autre chose. Les mariages doivent être jugés *d'après le droit en vigueur* au moment où ils furent contractés. Ceux qui étaient nuls du chef d'empêchements abrogés par le Code n'ont pas été automatiquement validés par la promulgation de ce dernier. Cette partie d'une ré-

ponse romaine (3) était claire, mais la fin l'était moins : « de tels mariages ont besoin de dispense, de *sanatio*, etc. » Heureusement, le cardinal Gasparri, interrogé en particulier s'il fallait demander la dispense pour les empêchements supprimés par le Code, répondit (je traduis de l'italien) : « ...Il n'y a pas le mot *toujours* ; et cet *etc.* veut dire précisément que de tels mariages doivent être revalidés à la manière du c. 1133 et des suivants » (donc, *sans avoir de dispense à demander* puisque l'empêchement a cessé) (4).

ARTICLE II. — « SANATIO IN RADICE »

Cette expression énigmatique et presque intraduisible étonnera moins si l'on se rappelle que le consentement est vraiment la cause ou « la racine » du mariage ; à moins de rétractation formelle, ce consentement persévère indéfiniment à l'état habituel ; si un empêchement ecclésiastique en suspendait l'efficacité, une fois l'obstacle levé, pourquoi le consentement ne produirait-il pas son effet ? Et le législateur ne peut-il, en vue du bien commun, reporter dans le passé certaines conséquences du mariage valide, jusqu'au premier instant où fut donné le consentement, et ainsi « guérir la racine » aussi complètement que la chose est possible ici-bas ? Quel-

(3) A. A. S., 1918, p. 346.

(4) *Periodica de re canonica et moralit*, 1920, p. 154. *Ami du Clergé*, 1923, p. 25.

ques théologiens (tel Perrone) avaient imaginé une « *sanatio* » plus radicale encore : le mariage même aurait été valide dès le début. Le Code se contente de prétentions bien plus modestes : tandis que souvent ses termes sont savamment pesés pour ne pas trancher les controverses (du moins spéculatives) entre catholiques, ici, il prend nettement parti et nous présente une « *sanatio* » qui, malgré ses points obscurs, n'est pas un insondable mystère.

C. 1138 : « § 1. La *sanatio in radice* d'un mariage est sa *revalidation*, entraînant : 1° outre la *dispense* ou la cessation de l'empêchement, 2° la *dispense de la loi du renouvellement du consentement*, 3° et, par une *fiction juridique*, la *rétroaction des effets canoniques* (par exemple : légitimité des enfants).

« § 2. La *revalidation* vaut à partir du moment de la concession de la grâce ; la *rétroaction* remonte jusqu'au début du mariage, à moins qu'une autre décision ne soit prise expressément.

« § 3. La *dispense de la loi du consentement* peut être accordée à l'insu de l'une des parties ou même des deux. »

Le Saint-Siège (suivant les cas, le S. Office, la S. Cong. des Sacrements ou la S. Pénitencerie) n'accorde la « *sanatio* » qu'aux conditions suivantes :

1° *Vrai consentement matrimonial* donné dès le début de l'apparent mariage et jamais révoqué (5) ;

(5) L'Eglise admet parfois l'existence d'un tel consentement dans une union purement civile, quand la volonté prédominante, aidée par l'ignorance, fut de contracter un vrai mariage. « Si le consentement a manqué au début, mais a été donné ensuite, la *sanatio* (quant à ses effets rétroactifs) peut être accordée à partir du moment de ce consentement » (c. 1140, § 2).

2° *Empêchement de droit purement ecclésiastique* (c. 1139);

3° Une raison *grave* (réputation à ménager; impossibilité d'amener un « libre penseur », marié civilement, à contracter devant le curé tandis que la femme désire régulariser sa situation, etc.).

Tantôt la « *sanatio* » est accordée en forme *commissaire* et doit être *fulminée*; tantôt, elle est accordée en forme *gracieuse*.

Il n'est pas toujours opportun d'avertir les intéressés.

CHAPITRE XII

Les Secondes Noces

Certains hérétiques des premiers siècles avaient nié la légitimité des secondes noccs. Sans les conseiller (en général, du moins), l'Eglise les a toujours jugées licites.

C. 1142 : « Quoiqu'un chaste veuvage soit plus honorable, les secondes noccs et les suivantes sont valides et licites, en observant le c. 1069, § 2. »

C. 1143. « La femme qui a reçu la bénédiction solennelle ne peut la recevoir de nouveau dans les noccs suivantes. »

Ce traité du Mariage serait à compléter par les cc. 1960-1992 sur les causes matrimoniales. Le lecteur s'y reportera, s'il le juge à propos. A ce travail suffisamment long nous mettrons ici le point final.

TABLE DES MATIERES

	Pages
AVANT-PROPOS	V
Notions préliminaires	1
Familles	5
CHAPITRE PREMIER. — <i>Avant le Mariage</i>	8
1° Examen des futurs	8
2° Enquête	10
3° Les bans	11
4° Préparation à un saint mariage.....	14
CHAPITRE II. — <i>Les empêchements en général</i>	17
Dispense des empêchements	19
1° Qui l'accorde?	19
2° Causes	23
3° Manière de demander les dispenses.....	24
4° Frais	25
5° Exécution des dispenses	27
CHAPITRE III. — <i>Empêchements prohibants</i>	29
1° Vœux simples	29
2° Adoption	30
3° Religion mixte	30
CHAPITRE IV. — <i>Les empêchements dirimants</i>	32
1° Défaut physique	33
2° Absence de baptême	34
3° Lien moral librement contracté.....	36
4° Délit	38
5° Union antérieure des personnes	41
CHAPITRE V. — <i>Le consentement</i>	45
1° Le principe	45
2° Vices du consentement	45
3° Présence requise pour donner le consentement.....	50
4° Consentement conditionnel	50
5° Persévérance du consentement	53

CHAPITRE VI. — <i>Forme de la célébration du mariage</i>	54
1° Ce qu'exige la validité.....	54
2° Ce qui, en plus, est exigé pour la licéité.....	57
3° Cas exceptés et exceptionnels : mariage sans prêtre	58
4° Qui est tenu à la forme de célébration du mariage?	60
5° Rites du mariage	61
6° Inscriptions	62
CHAPITRE VII. — <i>Mariage de conscience ou secret</i>	63
CHAPITRE VIII. — <i>Temps et lieu</i>	64
1° Temps	64
2° Lieu de la célébration	65
CHAPITRE IX. — <i>Les effets du mariage</i>	66
1° Droits des époux	66
2° « De usu matrimonii ».....	67
3° Légitimité des enfants	68
4° Légitimation d'enfants illégitimes	70
CHAPITRE X. — <i>La séparation des époux</i>	72
1° La rupture du lien conjugal	72
2° Séparation de corps	73
Appendice. Le divorce civil.....	74
CHAPITRE XI. — <i>Revalidation du mariage</i>	76
1° Revalidation simple	77
2° « Sanatio in radice ».....	78
CHAPITRE XII. — <i>Les secondes noces</i>	81

Mgr BESSON

Evêque de Nîmes.

Conférences prêchées dans l'Eglise métropolitaine de Besançon. 7 in-12. 42 fr.; franco.....	45 »
On vend séparément :	
L'Homme-Dieu. In-8°. franco.....	11 »
Le même, in-12, 6 fr.; franco.....	6 75
L'Eglise, œuvre de l'Homme-Dieu. In-12. 6 fr.; franco....	6 50
Le Décalogue ou la loi de l'Homme-Dieu. 2 in-8°. Prix : 20 fr.; franco	22 fr
Le même. 2 in-12 12 fr.; franco	13 fr.
Les Sacrements, ou la grâce de l'Homme-Dieu. 2 in-12. 12 fr. franco	13 fr.
Les Mystères de la Vie future ou la gloire de l'Homme-Dieu. In-8. 10 fr.; franco.....	11 »
Le même. In-12. 6 fr.; franco.....	6 75
L'Année d'Expiation et de Grâce (1870-1871). Sermons et Oraisons funèbres. 4 ^e édit. In-12. 6 fr.; franco.....	6 75
L'Année des Pèlerinages (1872-1873). Sermons. 3 ^e édit. 6 fr.; franco	6 75
Œuvres pastorales. 1 ^{re} série, 1875-1878, 2 in-8°. 20 fr.; franco 22 »	
Le même. 2 in-12. 12 fr.; franco.....	13 »
Œuvres pastorales, 2 ^e série, 1878-1882. 2 in-8. Prix : 20 fr.; franco	22 »
Le même. 2 in-12. 12 fr.; franco	13 50
Œuvres pastorales et oratoires. 3 ^e série, 1883-1887, 2 in-8. 20 fr.; franco	22 »
Le même. 2 in-12. 12 fr.; franco.....	13 50
Œuvres pastorales et oratoires. 4 ^e série, 1887-1888, in-8. 10 fr.; franco	11 »
Le même. In-12. 6 fr.; franco.....	6 75
Panégyriques et Oraisons funèbres. 3 ^e édit. 2 in-12. 12 fr.; franco	13 »
Panégyriques, Oraisons funèbres, Eloges académiques. Nouvelle série. In-8. 10 fr.; franco.....	11 »
Le même. In-12. 6 fr.; franco.....	6 75
Vie du cardinal de Bonnechose. 2 in-8. 20 fr.; franco....	22 »
Le même. 2 in-12. 14 fr.; franco.....	15 »
Instruction pastorale sur les enterrements civils. 0 fr. 75; franco	1 »
Instruction pastorale et Mandement sur la frano-maçonnerie. In-12, net, 0 fr. 75; franco.....	1 »

R. P. W FABER

Docteur en théologie, Supérieur de l'Oratoire de Londres.

Bethléem ou le Mystère de la Sainte Enfance. 7 ^e édit. 2 in-12. 12 fr.; franco	13 50
Le Précieux Sang ou le Prix de notre Salut. 9 ^e édit. 6 fr.; franco	6 60
Conférences spirituelles. 5 ^e édit., In-12. 6 fr.; franco.....	6 50
La Bonté (extrait des Conférences). In-12. 1 fr. 50; franco	1 80
Progrès de l'Âme dans la Vie spirituelle. 7 ^e édit. In-12. 6 fr.; franco	6 60
Le Pied de la Croix, ou les Douleurs de Marie, 7 ^e édit. In-12. 6 fr.; franco	6 75
Le Saint-Sacrement, ou les œuvres de Dieu. 9 ^e édit. 2 in-12. 12 fr.; franco	13 50
Tout pour Jésus, ou les voies faciles de l'amour divin. 15 ^e édit. In-12. 6 fr.; franco.....	6 50
Le Purgatoire (extrait de Tout pour Jésus). In-12. 1 fr. 50; franco	1 80
Le Créateur et la Créature, ou les merveilles de l'amour divin, 17 ^e édit. In-12. 6 fr.; franco.....	6 60
Œuvres du P. Faber, abrégé textuel et méthodique en 191 lec- tures ou méditations par l'abbé J. Jaud.	
Tome I : Tout pour Jésus, Progrès de l'Âme, Très Saint- Sacrement. In-12. 7 fr. 50; franco.....	8 25
Tome II : Créateur et Créature, Pied de la Croix, Conférences spirituelles. 7 fr. 50; franco.....	8 25
Tome III : Précieux sang, Bethléem. Prix : In-12. 7 fr. 50; franco ...	8 25

R. P. FÉLIX S. J.

Retraites de Notre-Dame.

La Confession. Pourquoi on se confesse, pourquoi on ne se confesse pas. In-12. 6 fr.; franco.....	6 60
L'Eternité. In-12. 4 ^e édit. 6 fr.; franco.....	6 60
La Prévarication. 2 ^e édition. 6 fr.; franco.....	6 60
Les Passions. 3 ^e édit. 6 fr.; franco.....	6 60
Le Prodiges. 3 ^e édit. 6 fr.; franco.....	6 60
La Royauté de Jésus-Christ (œuvre posthume). In-12. 6 fr.; franco	6 60

Mgr GIBIER

Evêque de Versailles.

Les Temps nouveaux, 1914-1918. Paroles de la Guerre. In-12.	
6 fr.; franco.....	6 50
Religion. In-12 de VIII-384 pages. 6 fr.; franco.....	6 50
Famille. In-12 de 360 pages. 6 fr.; franco.....	6 50
Patrie. In-12 de 504 pages. 7 fr. 50; franco.....	8 »
Le Relèvement national. In-12. 6 fr.; franco.....	6 50
Les Reconstructions nécessaires. In-12. 6 fr.; franco....	6 75
Le Règne de la Consolence. In-12. 6 fr.; franco.....	6 50
Le Salut par l'Elite. In-12. 6 fr.; franco.....	6 50
— La France catholique organisée par la Fédération des diocèses sur le terrain religieux. In-12. Prix: 7 fr. 50; franco	8 »

Chanoine MILLOT

Vicaire Général de Versailles.

Mariage. Célibat. Vie religieuse. In-12. 6 fr.; franco.....	6 75
Nos Morts de la Guerre. Choix de discours pour les services des soldats morts au Champ d'honneur. In-12. Prix: 7 fr.; franco	7 75
La Vie Religieuse. Choix très remarquable de discours de vêtements et de professions recueillis et publiés par le chanoine Millot. In-12. 6 fr.; franco.....	6 75
Toute Grâce par Marie. In-12. 6 fr.; franco.....	6 75
L'Œuvre des Vocations. In-12. 3 fr.; franco.....	3 60
Jésus-Christ veut des Prêtres. 8 ^e édit. In-18. 3 fr.; franco..	3 50
Connaitre, Aimer et Servir la Sainte Vierge. In-12. Prix: 5 fr.; franco	5 50
Retraites de Dames et de Mères Chrétiennes. 2 ^e édit. 7 fr.; franco	7 75
Retraite d'enfants de Marie. In-12. 7 fr.; franco.....	7 75
Retraite solennelle de Première Communion. 7 fr.; franco	7 75
Retraites sur les grandes Vérités. 3 ^e édit. 380 p. In-12. 7 fr.; franco	7 75
Retraites de Jeunes Filles. 3 ^e édit. 7 fr.; franco.....	7 75
Retraite sur les grands Moyens de Salut. In-12. Prix: 7 fr.; franco	7 50
Retraite Eucharistique. In-12. 6 fr.; franco.....	6 60
Retraite de Jeunes Gens. In-12. 7 fr. 50; franco.....	8 »
Plans de Sermons pour les fêtes de l'année. 2 in-12. 15 fr.; franco	16 50

R. P. HUGON, O. P.

Recteur du Collège Pontifical Angélique

La Sainte Eucharistie. In-12. 7 fr.; franco.....	7 50
Le Mystère de la Rédemption. In-12. 7 fr.; franco.....	7 50
Le Mystère de la Très Sainte Trinité. In-12. 7 fr.; franco..	7 50
Le Mystère de l'Incarnation. 2 ^e édit. In-12. 7 fr.; franco..	7 50
Hors de l'Eglise point de Salut. 2 ^e édit. In-12. 7 fr.; franco	7 50
La Causalité instrumentale en Théologie. 5 fr.; franco....	5 60
Réponses théologiques à quelques questions d'actualité sur le Modernisme. In-12. 5 fr.; franco.....	5 60
Etudes sociales et psychologiques, ascétiques et mystiques. In-12 5 fr.; franco	5 50
Les Dominicaines de Pellevoisin. Discours prononcé le 19 septembre 1918 à Pellevoisin. In-12. 1 fr.; franco.....	1 30
Les Vingt-quatre Thèses thomistes. In-12. 7 fr.; franco....	7 75

J. MARITAIN

Agrégé de Philosophie. Professeur de Philosophie à l'Institut Catholique de Paris, Membre de l'Académie Romaine de Saint-Thomas.

Eléments de Philosophie. Introduction générale à la Philosophie. 6 ^e édit. In-8. 7 fr. 50; franco.....	8 »
Eléments de Philosophie. T. II : L'Ordre des Concepts. Fascicule I : Petite Logique (Logique formelle), 3 ^e édit. In-8 de XI-355 pages. 15 fr.; franco.....	16 50

Mgr de SÉGUR

Lettres à ses Fils spirituels. In-12. 6 fr.; franco.....	6 75
Lettres à ses Filles spirituelles. In-12. 4 fr.; franco.....	4 50

Marquis de SÉGUR

Portrait d'Ame. In-12. 4 fr.; franco.....	4 50
La Bonté et les Affections chez les Saints. Tome II et III. chacun, 4 fr.; franco.....	4 50
Monseigneur de Ségur, récits d'un Frère. In-8. 12 fr.; f ^o	13 50
Vie de l'Abbé Bernard. In-12. 6 fr.; franco.....	6 75
Œuvres poétiques. 1 in-8. 10 fr.; franco.....	11 50
Fables complètes. In-12. 5 fr.; franco.....	8 »

R. P. Dom S. LOUISMET, O. S. B.

Miracle et Mystique. In-18. 5 fr.; franco.....	5 60
La Contemplation chrétienne. In-18. 7 fr. 50; franco.....	8 25
Le Mystère de Jésus. 7 fr. 50; franco.....	8 25
L'initiation Mystique. In-18. 7 fr. 50; franco.....	8 25
Essai sur la connaissance mystique de Dieu, in-18 allongé 4 fr.; franco.....	4 75
La Vie Mystique. In-8 allongé. 5 fr.; franco.....	5 75

Mgr LELONG

Evêque de Nevers.

La Sainte Religieuse. In-12. 7 fr. 50; franco.....	8 »
Le Saint Prêtre. 2 ^e édit. In-12. 7 fr. 50; franco.....	8 »
Catéchisme de la Vie religieuse. In-32. 2 fr.; franco.....	2 30
Plans d'Instructions du Diocèse de Nevers. Prix : 7 fr. 50; franco	8 »

Mgr MERIC

Ancien Professeur à la Sorbonne.

Les Erreurs sociales. In-12. 7 fr. 50; franco.....	8 »
La Chute originelle. In-12. 4 fr.; franco.....	4 50
Les Elus se reconnaîtront au Ciel. In-16. 3 fr.; franco....	3 50
L'Imagination et les Prodiges. 2 vol. in-12; 12 fr.; franco	13 50
Universités allemandes. 1 fr. 50; franco.....	1 80
L'autre Vie. 2 vol. 10 fr.; franco.....	11 50
Revue du Monde Invisible. 10 années, juin 1898-mai 1908, 120 fr.	

Abbé MONNIN

Ancien Supérieur d'Ars.

Vie du Bienheureux Curé d'Ars. 2 in-12. 15 fr.; franco..	17 »
Edit. abrégée. 1 vol. in-12. 5 fr.; franco.....	5 60
Esprit du Curé d'Ars. In-18. 2 fr.; franco.....	2 30
Petites Fleurs d'Ars. In-32. 0 fr. 35; le 100 franco.....	30 »
Pensées choisies du Curé d'Ars. In-32. 1 fr. 50; franco....	1 80

Abbé ROUZIC

Aumônier de la Rue des Postes.

Le Renouveau Catholique. (Les Jeunes avant la guerre). In-12 de 340 p. 7 fr.; franco.....	7 50
Les Jeunes pendant la Guerre. In-12. 7 fr.; franco.....	7 75
La Mère. In-32 sur beau papier. 5 fr.; franco.....	5 50
La Maison. In-32, sur beau papier, 5 fr.; franco.....	5 50
Douleur et Résignation. 7 fr.; franco.....	7 75
Lettre à un prisonnier. 3 fr.; franco.....	3 40
Le Prix des Larmes. 7 fr.; franco.....	7 75
Le Purgatoire, 7 fr.; franco.....	7 75
Antelme Martin de Gibergues. 5 fr.; franco.....	5 50
La vie chrétienne à l'Ecole de saint Joseph. 3 fr. franco..	3 30
La Famille et l'Amitié au Ciel. In-12. 3 fr. 50 franco.....	4 »

R. P. de RAVIGNAN S. J.

Entretiens spirituels. In-12. 6 fr.; franco.....	6 60
Suite des Entretiens spirituels. In-12. 6 fr.; franco.....	6 60
Retraite sur le Courage. 4 fr.; franco.....	4 50
Souvenirs d'Instructions, 2 fr.; franco.....	2 30
Dernière Retraite prêchée aux Carmélites. Prix : In-12. 6 fr.; franco	6 60
La Source du Bonheur. In-12. 1 fr. 50; franco.....	1 80
Pieux Souvenirs. Que votre volonté soit faite. 0 fr. 35; les 150/100 35 fr.; franco.....	37 »
Pieux Souvenirs, Quelques pensées du P. de Ravignan. 0 fr. 35 les 150/100. 35 fr.; franco.....	37 »
Pensées choisies. 1 fr. 50; franco.....	1 80

P. ROUSSEL

De l'Oratoire.

Lamennais à la Chênaie. In-12. 4 fr.; franco.....	4 50
Lamennais et ses Correspondants inconnus. 1 vol. In-12. 8 fr.; franco	8 75
La Religion védique. In-12. 6 fr.; franco.....	6 50
Le Bouddhisme primitif. 8 fr.; franco.....	8 75
Le Bouddhisme contemporain. 10 fr.; franco.....	11 »
Paraboles évangéliques. In-32. 2 fr.; franco.....	2 30